

À NE PAS MANQUER
cahier spécial
AUJOURD'HUI

Informatique
Électronique 1995



La Tribune

85^e ANNIVERSAIRE

jeudi

SHERBROOKE

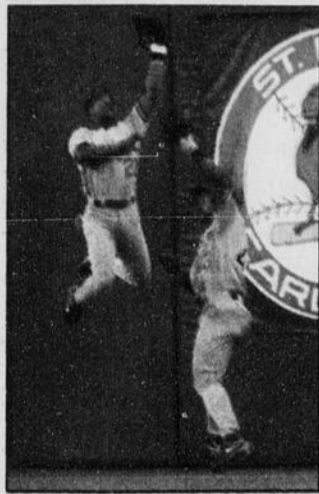
24 août 1995

86^e ANNÉE - No 158

0,55 (WEEKEND: 1,50\$) Plus taxes

JE NOTRE CORNET
PRÉFÈRE **45¢**
BURGER KING "PLIS Y'EST BON"
POUR UN TEMPS LIMITÉ

Les sports/C1



**Alou parti,
les Dodgers dansent**

**Serge Savard accorde
5 millions à Stéphane
Quintal et Marc Bureau**

Entrevue/A10



**Mario Dumont n'écarte
pas une consultation
sur le partenariat**

Chez nous/B1

**La Fête des vendanges
prend de l'ampleur**

Forêt/C10

**Parent reste
épargné par le feu**

Pouvoirs/A3



**Les villes-centres
croient tirer profit
du référendum**

Météo/A2

(236^e jour de l'année)

**Lever du soleil: 5h58
Coucher: 19h41**

**Nuageux ce matin avec
40 p.c. prob. averses,
puis éclaircies; max.: 19°**

**Demain: ensoleillé
avec passages nuageux;
max.: 24°**

Drame familial à Dunham

Une femme tue son fils de 10 ans à coups de couteau

Collaboration Voix de l'Est

Dunham

Un enfant de 10 ans a payé de sa vie la crise de folie de sa mère, hier midi, à Dunham, au sud de Granby. La femme aurait poignardé son fils d'une vingtaine de coups de couteau.

Tard hier soir, Solange Blémur, une Haïtienne de 36 ans, était gardée à la fois sous observation et sous arrestation à l'unité des soins psychiatriques du CHG. On la disait sous forte médication.

Pendant ce temps, le corps de son fils Lorenzo reposait sur les dalles de la morgue cowansvilloise et devait être acheminé ce matin à l'Institut médico-légal de Montréal pour fins d'autopsie.

À l'heure du dîner hier, profitant d'une courte absence de son époux, Solange Blémur aurait assailli son fils. Elle se serait acharnée sur l'enfant, lui assénant plusieurs coups de couteau de cuisine, notamment au thorax. Des plaies aux mains et aux avant-bras de Lorenzo laissent croire qu'il aurait tenté de se défendre.

En même temps qu'il s'affaissait dans une mare de sang dans la cuisine du restaurant le Café-Terrasse, du 3555 Principale, son père adoptif, M. Gérard Vachon, revenait dans la maison et entraînait son épouse à l'extérieur, puis leur autre fils, âgé de 6 ans, chez la voisine. Celle-ci, ignorant tout du drame, aurait

mandé les secours, à la demande de M. Vachon.

Premiers arrivés, les ambulanciers ont requis l'intervention de la Sûreté du Québec. Pendant qu'ils transportaient l'enfant à l'hôpital Brome-Missisquoi-Perkins de Cowansville, la mère de famille était maîtrisée et plus tard conduite au Centre hospitalier de Granby.

Sur place, elle aurait tenu des propos incohérents, référant à des rêves morbides et de religion vaudou, tout en vociférant.

Pendant ce temps, son mari restaurateur explorait les enquêtes, et les policiers

établissaient un périmètre réservé aux recherches et à la cueillette d'éléments de preuve autour du Café-Terrasse, d'ailleurs fermé depuis la matinée. L'établissement, outre la restauration, offre aussi le service d'enregistrement de gros gibier pour le bénéfice du ministère de la Faune.

L'enquête a été confiée aux spécialistes du Bureau des crimes majeurs de la SQ de l'Estrie. Hier soir, le porte-parole de la SQ, l'agent Serge Dubord, laissait entendre que les enquêteurs poursuivaient leur travail et soumettraient, au cours des prochaines heures, les résultats de leurs recherches au procureur de la Couronne.

Trouble psychotique aigu

Solange Blémur était en proie à un délire religieux vaudou lorsqu'elle a poignardé à mort son fils Lorenzo, hier midi.

La femme d'origine haïtienne vivait, en terme médical, un «trouble psychotique aigu».

C'est ce qu'a pu constater le Dr Jacques Saint-Hilaire, chef du département de psychiatrie au Centre hospitalier de Granby, lorsque les policiers lui ont amené la détenue hier après-midi.

«Elle vivait une période très difficile... Elle était en proie à beaucoup de tensions religieuses», déclare le médecin qui l'a examinée durant une demi-heure.

Au moment où il l'a rencontrée, Solange Blémur était encore en crise.

«Le stress est tellement grand... Elle est encore très, très (plongée) dans ses pensées. Je ne pense pas qu'elle réalise ce qui s'est passé... mais c'est une opinion personnelle.»

Seule une évaluation psychiatrique complète, qui prend de 24 à 48 heures, pourra déterminer réellement si Solange Blémur peut être tenue responsable de son acte, ajoute-t-il.

Jacques Saint-Hilaire ignore ce qui a pu déclencher pareille crise chez cette femme de 36 ans, mère de deux enfants.

«Beaucoup de facteurs peuvent déclencher un trouble psychotique aigu. Ça peut être une dépression majeure, la schizophrénie, un stress aigu.»

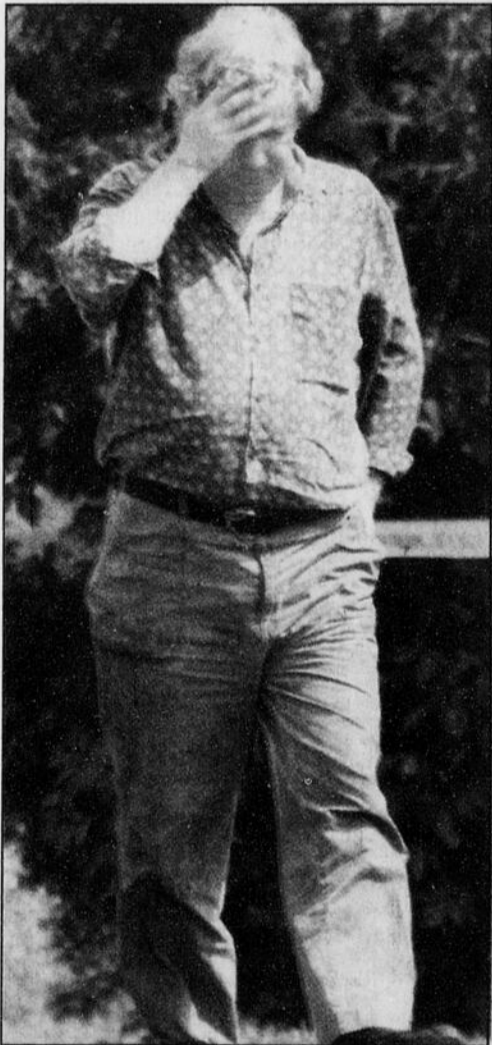
«À ce moment-là, la pensée devient totalement erronée. La personne n'est plus dans la réalité.»

La crise peut durer longtemps, plusieurs jours, et nécessite des soins psychiatriques.

Le petit Lorenzo se préparait pour la rentrée. Il graduaient en 5^e en septembre. La famille habite Dunham depuis cinq ans.

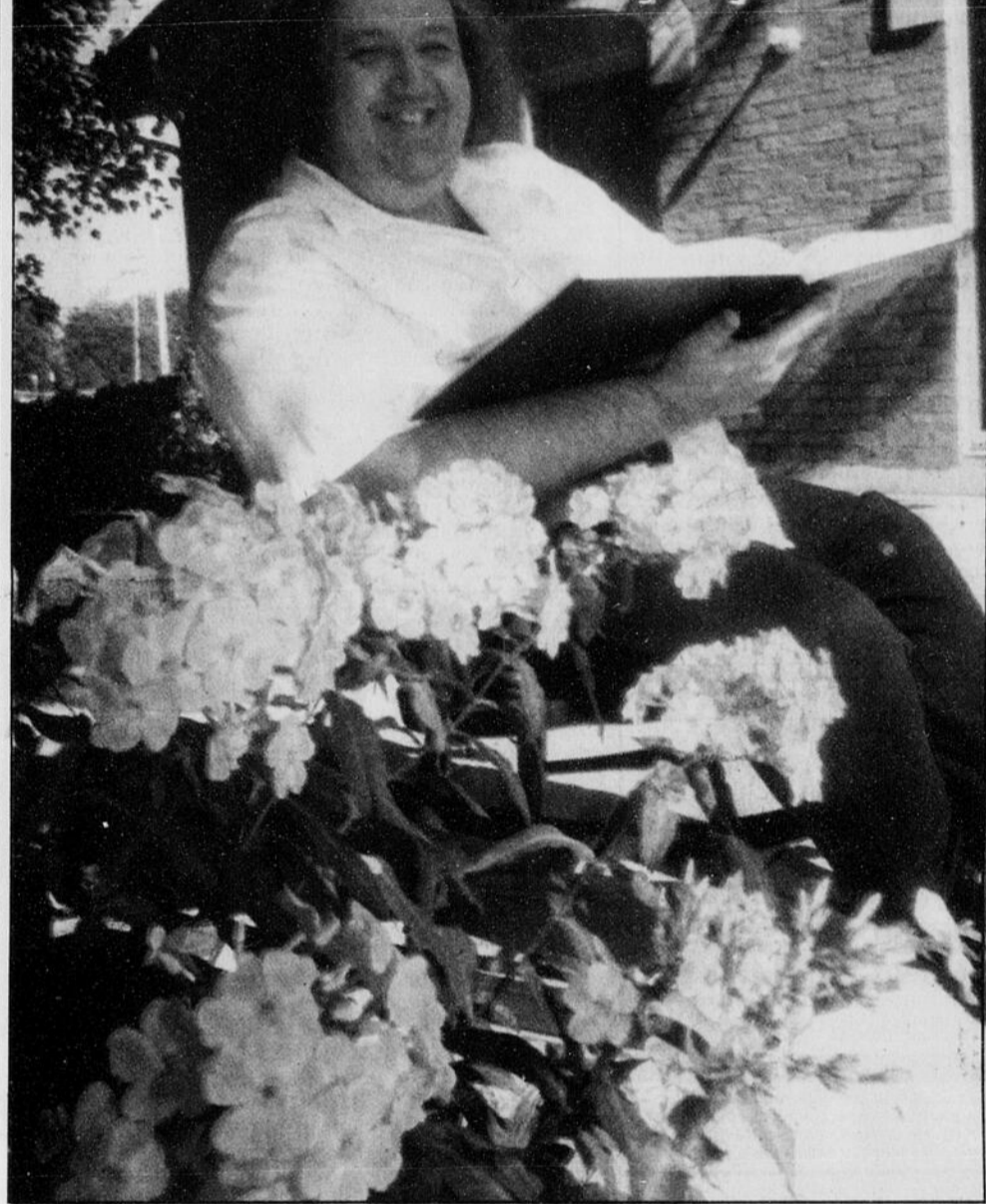


Le petit Lorenzo allait commencer sa 5^e année.



Gérard Vachon, père adoptif de Lorenzo était sous le choc après la tragédie.

Un curé aux cheveux longs né pour être populaire



Curé de la paroisse Saint-Charles-Garnier, Robert Jolicoeur est un prêtre très populaire à Sherbrooke et dans la région.

«Prêcher le dimanche, c'est ma joie de la semaine»

- Robert Jolicoeur

Jolicoeur, c'est son nom. Prêtre sa profession, sa vocation.

Existe-t-il un nom plus approprié à un prêtre? Probablement pas.

Robert Jolicoeur demeure le prêtre le plus populaire à Sherbrooke. Tellement populaire, qu'on lui a déjà offert d'effectuer une tournée provinciale. On lui a aussi déjà demandé d'animer des soirées de prières à la salle Maurice-O'Bready.

Le curé a préféré demeurer dans sa paroisse, Saint-Charles-Garnier, pour s'occuper de son monde.

Robert Jolicoeur a 46 ans et il vient d'entreprendre sa 9^e année comme curé de cette paroisse. Sa popularité ne date pas d'hier. On a même dû lui bâtir

une nouvelle église pour lui permettre de répondre à la demande. Il y a quatre ans de cela et l'église de 890 000 \$ est déjà toute payée. «Un exploit extraordinaire, répète-t-il à qui veut l'entendre. C'est le fruit de la générosité de tellement de gens.»

A chaque fin de semaine, 3500 personnes se rendent à Saint-Charles-Garnier pour en-

tendre le curé Jolicoeur et pour prier avec lui.

Et dire qu'il voulait devenir professeur de littérature française...

«Jeune, je passais toutes mes fins de semaine à lire Racine, Molière, Corneille et les autres. J'adorais lire des pièces de théâtre. Je suis déjà allé au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, lire sur la tombe d'Alfred de Musset, ses poèmes», rappelle-t-il.

Jeune adulte, Robert Jolicoeur passait ses étés en Europe. En France, il en a vécu des soirées à jaser littérature, avec des ami(e)s, devant une bonne bouteille de rouge. «Moi, je n'avais jamais bu de vin de ma vie, sauf quand je servais la messe et que je me permettais de goûter...», rappelle-t-il en riant.

Robert Jolicoeur est le fils de Rolland et Rollande Jolicoeur. Son père est décédé il y a quatre ans. Sa mère est âgée de 81 ans et elle habite toujours Montréal, d'où le «curé-à-cheveux-longs» est d'ailleurs originaire.

(suite en A2: PRÊCHER)

Le regroupement des bingos en difficulté

Claude PLANTE

Sherbrooke

Le regroupement de paroisses et d'organismes communautaires sherbrookoises en vue de regrouper les bingos en un même endroit connaît des difficultés qui pourraient remettre le projet en cause.

Présentement, on lorgne du côté de plusieurs grands espaces de la région, dont le centre commercial Grandes Fourches, au centre-ville de Sherbrooke.

Au cours des dernières semaines, le groupe a échoué dans sa tentative de conclure une entente avec la compagnie Fondation Saar, propriétaire des Grandes Fourches. Mais la durée du contrat ne plaisait pas aux groupes faisant partie du regroupement d'organismes communautaires, dont des paroisses de Sher-

brooke, soutient le promoteur du bingo de la paroisse Christ-Roi, Léo Fortier.

«Certains groupes ont reculé, souligne-t-il. On peut les comprendre. La durée du bail est passée de 1 et 5 ans à 3 et 5 ans, avec une augmentation de 15 000 \$ par année par la suite.»

«Mais, étant donné qu'on a refusé l'offre, on en attend une autre. Ce n'est pas complètement mort. Il reste encore assez de groupes pour centraliser les bingos au même endroit.»

Aussi à la Place Belvédère

Pour faire contrepois aux bingos implantés dans l'ex-hôtel Le Baron, rappelons-le, des organismes, dont trois paroisses, projetaient de se réunir pour tenir des bingos sept jours sur sept au même endroit. Le groupe a aussi regardé du côté de l'ancien magasin Wiz Mart, au centre commercial Place Belvédère.

Mais pour ce qui est de cet immense local,

le promoteur du bingo de la paroisse Saint-Joseph, André Monfette, constate qu'on a dû, là aussi, faire marche arrière, le montant de location demandé étant trop élevé.

«Pour l'instant, ça reste comme ça, commente-t-il. Il est possible de tenir des bingos chacun dans nos paroisses. Je viens d'en tenir un où ma paroisse et la Fondation JEVI viennent d'amasser chacun 4000 \$. Il y avait 750 personnes au sous-sol de la Cathédrale. A date, le projet de regroupement est mort.»

À la Place Belvédère, on confirme que le groupe est bel et bien entré en contact avec la direction du centre commercial, mais que pour des raisons d'incompatibilité et de prix du loyer, on ne pouvait s'entendre.

«Un bingo ne serait peut-être pas viable dans notre centre commercial, souligne Ginette Blais, porte-parole du centre commercial. Nous avons d'autres clients en vue pour occuper le local de l'ancien Wiz Mart.»

Il n'a pas été possible, hier, de parler à un responsable du centre commercial Grandes Fourches, personne ne répondant aux bureaux sherbrookoises de la Fondation Saar, propriétaire de l'établissement.

Sept soirs sur sept au Baron

Pendant ce temps, au Salon du Bingo Le Baron, on roule à fond de train puisque son propriétaire, Jacques Tessier, tiendra des bingos sept jours sur sept à partir du 4 septembre.

«Ça va mieux qu'on prévoyait, lance Sylvain Tessier, le neveu du promoteur. Nous tenons déjà des bingos six jours sur sept. En moyenne, nous recevons de 340 à 350 personnes par soir, des gens de la région de Sherbrooke, des touristes, etc.»

EMPLOIS DU JOUR

Opérateur de scie à panneau
Code prof: 9513 # 2983105
Lieu: Sherbrooke
Salaire: selon décret du meuble, permanent, plein temps, 40 heures/semaine
Exigences: obligatoire expérience comme opérateur/trice de scie à panneau (scie pour meubles), personne travaillante
Fonctions: opérer scie à panneau dans fabrique de meubles.

Nettoyeur/euse presseur/euse
Code prof: 6681 # 2994532
Lieu: Sherbrooke
Salaire: à discuter selon expérience et qualifications, permanent, plein temps, 40 heures et +/semaine
Exigences: obligatoire 1 an expérience comme nettoyeur ou presseur, capable de prendre en charge le commerce, autonome, avoir de l'entregent, aimer travailler avec le public
Fonctions: nettoyage à sec, à la main ou à la machine de vêtements et autres articles, pressage de vêtements, service à la clientèle.

Organisatrice développement communautaire
Code prof: 4164 # 2004669
Lieu: Sherbrooke
Salaire: 400 \$/semaine, débutant le 11 septembre 95, temporaire, 16 semaines, plein temps, 35 heures/semaine
Exigences: art. 25, être prestataire d'assurance-chômage, DEC ou équivalent, autonome, esprit de création.

Veillez vous présenter à votre Centre d'emploi du Canada afin de consulter les offres dans les guichets informatisés d'emploi ou téléphoner à Info-Centre: 564-5970, 564-5983 (option 3). Une initiative de La Tribune en collaboration avec le Centre d'emploi.

L'ancienne école Camirand reprend vie

□ Rénovée au coût de 1,2 million \$, la Place J. Olivier Camirand s'ajoute aux édifices à bureaux de la Place Royale

Pierre-Yvon BÉGIN Sherbrooke

L'ancienne école Camirand reprend vie. Après avoir accueilli quelques générations d'élèves au centre-ville de Sherbrooke et sauvé *in extremis* de la démolition, l'édifice de la rue Camirand est aujourd'hui transformé en un vaste espace à bureaux.

Rénovée pour la somme de 1,2 million \$, l'école Camirand devient maintenant la Place J. Olivier Camirand, du nom d'un ancien maire de Sherbrooke au début du siècle. L'immeuble offre maintenant une superficie de 35 000 pieds carrés et forme, avec deux autres édifices, la Place Royale.

Le promoteur immobilier Robert Morin et un partenaire, André L'Espérance des Industries Dettson, sont les propriétaires du complexe qui compte pas moins de 70 000 pieds carrés. Robert Morin admet qu'il a bien failli confier l'école Camirand au pic des démolisseurs.

Déjà propriétaire des édifices logeant au 356 (Banque Royale) et 380 (ancien hôtel King George) de la rue King Ouest depuis une dizaine d'années, le duo d'hommes d'affaires faisait par la suite l'acquisition de l'immeuble qui abritait le Cinéma de Paris. La bâtisse devait être détruite pour faire place à un nouvel immeuble à bureaux.

Le projet est demeuré sur la glace depuis, en raison notamment de l'obligation d'aménager un stationnement à étages.

L'an dernier, d'expliquer Robert Morin à La Tribune, la Commission scolaire catholique de Sherbrooke a mis l'école Camirand en vente. Le duo l'achetaient en se disant qu'il en ferait un stationnement pour son projet d'édifice. A 260 000 \$ comparativement à un stationnement de 600 000 \$, l'affaire était bonne.

«Malade de démolir ça»

«Je n'avais jamais visité l'école Camirand, d'admettre Robert Morin. Notre agent, Gilles Raymond, nous a demandé de venir voir l'édifice, en disant qu'on était malades de démolir



ça. C'est construit en béton armé et en excellent état. Au lieu de démolir, on a sauvé un beau bâtiment et réalisé un investissement de 1,2 million \$.»

Toiture refaite à neuf, fenêtres remplacées, nettoyage de la brique, l'édifice reluit aujourd'hui comme un sous-neuf. Les propriétaires se font une fierté d'avoir conservé l'aspect original du bâtiment.

Le hall d'entrée qui comprend un puits de lumière avec vitrail ainsi qu'un large escalier en colimaçon, ont été mis en valeur. Il ne reste que l'aménagement des bureaux à compléter suivant les désirs des futurs locataires.

«C'est la nouvelle mode dans le domaine de l'immeuble, de prétendre Robert Morin qui, l'an dernier, participait à un autre projet majeur de réfection au centre-ville, soit la Place Wellington. Pour les dix ou quinze prochaines années, on va rénover plutôt que construire de nouveaux édifices. Dans un édifice neuf qui aurait coûté 3,5 millions \$, la location du pied carré revient à 16 ou 17 \$. Ici, en plein centre-ville, à deux pas du Palais de justice, on est capables de louer à un prix inférieur.»

Comparable à la Place Paton

Conseiller du district du centre-ville, Serge Paquin se réjouit du projet de rénovation, souhaitant que l'exemple pourra raviver la confiance de d'autres promoteurs. À sa mesure, le projet se compare au projet de réfection de la Place Paton, modèle de recyclage souvent cité au pays.

«C'est un très bel exemple de recyclage de bâtiment, dira-t-il. Cela montre que c'est possible et rentable de rénover. Ici, le secteur est très intéressant, d'autant plus que nous sommes à deux pas du plus beau terrain de la ville, (propriété de la firme Marathon, coin King et Belvédère, où éventuellement, un grand projet devrait voir le jour.»

Téléphoto par Claude Poulin

Le conseiller Serge Paquin, Robert Morin et Gilles Raymond dans l'escalier en colimaçon qui orne le hall d'entrée du nouvel édifice J. Olivier Camirand, ancienne école Camirand au centre-ville de Sherbrooke.

«C'est le curé préféré des clochardes, comme moi»

Sherbrooke (MG)

«C'est le curé préféré des clochardes, comme moi. C'est une bénédiction du Bon Dieu d'avoir l'abbé Jolicoeur.»

Monique, une femme dans la cinquantaine, s'est installée sur la pelouse de l'église St-Charles Garnier de Sherbrooke il y a quelques mois déjà. Elle y passe toutes ses journées. «Je dirais 20 heures sur 24 en moyenne. Elle a une soeur qui habite tout près et elle s'y rend à

l'occasion. Mais souvent, elle couche là, sur la pelouse, même quand il y a des orages», explique Robert Jolicoeur.

Dé toute évidence, la dame souffre d'un certain déséquilibre. Assise sur la pelouse, baladeur sur les oreilles, la musique à tue-tête, elle grille des cigarettes et elle écrit sur des feuilles de cartable que lui a fournies l'abbé Jolicoeur.

(PRÊCHER: suite de UNE)

Il n'a qu'une soeur: Claudette, 48 ans, mère de deux enfants. «Nathalie, sa plus vieille, a été le premier enfant que j'ai baptisé», rappelle-t-il avec fierté.

Non, la chanteuse Claire Jolicoeur n'est pas sa soeur comme le veut la croyance populaire...

Populaire auprès des filles

On dirait que Robert Jolicoeur est né pour être populaire. Jeune, il l'était beaucoup auprès des filles.

«De 0 à 12 ans, les filles ne m'intéressaient pas; je les trouvais toutes niaiseuses, comme c'est souvent le cas à ces âges-là. Mes étés, je les passais au parc Belmont avec mes chums», dit-il.

Puis, arrivent les études secondaires. «Ça, ce fut l'époque 12-18 ans. On m'avait accepté à l'école progressive de Montréal en compagnie de 25 autres garçons. L'école comptait 700 filles. C'était la première fois qu'on y acceptait des gars», rappelle Robert Jolicoeur.

Petit comique de nature, le jeune Jolicoeur a fait un malheur auprès de ces demoiselles. «Elles me trouvaient

drôle. Moi, je m'amusais à leur raconter des histoires et à leur chanter des chansons. Cela m'avait valu d'être élu le président de l'école. Un garçon président d'une école qui compte 700 filles, il fallait le faire.»

Le téléphone se mit à sonner chez les Jolicoeur. «Les filles appelaient pour moi. Ma mère était au bord du désespoir tellement le téléphone sonnait souvent», raconte-t-il.

Protégé par le Bon Dieu
«Ici, c'est protégé par le Bon Dieu», confie Monique, qui a accepté d'échanger pendant quelques mi-

nutes avec le journaliste de La Tribune, jeudi dernier, en présence de Robert Jolicoeur. Elle n'a toutefois pas voulu être photographiée.

«J'ai réussi à le faire asseoir avec moi sur la pelouse, vous savez», lance la dame, d'une voix toute douce.

«Oui. Et on a même mangé de l'herbe ensemble», renchérit l'abbé. «L'église, c'est un monument. C'est beau», dit la clocharde, qui se rend communier lors des célébra-

tions eucharistiques.

Le curé Jolicoeur a pu apprendre que le fils de Monique-la-clocharde se mariait le week-end dernier à Ottawa. Cette dernière n'y a pas assisté.

«Combien de temps encore avez-vous l'intention de demeurer sur la pelouse de l'église, lui a-t-on demandé?»

«Je dirais que je ne devrais pas rester longtemps», a-t-elle rétorqué.

aujourd'hui», dit-il.

Dans trois ans, Robert Jolicoeur quittera après avoir complété un deuxième mandat de six ans à la paroisse Saint-Charles-Garnier. Deux mandats dans une même paroisse, c'est le maximum permis. Il s'offrira alors une année sabbatique pour aller se ressourcer en Suisse. Il ira étudier la psychologie religieuse. «Mgr Fortier est déjà au courant. Je sais qu'il y a une rumeur qui circule actuellement à l'effet que je prendrais une année sabbatique dès cet automne, mais c'est faux. Je me suis engagé jusqu'au 1er août 1999 et je suis un homme qui respecte ses engagements.»

En attendant, Robert Jolicoeur demeure le curé le plus populaire en ville. Partout où il va, on le recon-

naît. Partout où il va, on l'arrête pour lui parler. «J'ai perdu des amis à cause de cela», avoue-t-il.

Mais, Robert Jolicoeur aime ce contact avec les gens. «Les gens ont besoin de parler et moi j'aime les écouter.»

Une perte qu'il a pleuré

Le curé Jolicoeur a lui-même eu un confident très longtemps. «Un père spirituel», dit-il quand il parle du père Sébastien Lecomte, décédé au monastère de Saint-Benoît-du-Lac.

«Ce fut l'un des plus grands vides que j'ai ressentis dans ma vie. Il ne m'est pas arrivé souvent de pleurer, mais lorsque mon père spirituel est mort, il y a deux ans, j'ai beaucoup pleuré.»

Et le vide n'a pas encore été comblé.

LA LOTTO 6 / 49	4 7 13 20 27 30 - 37
L'EXTRA	6 2 9 5 6 0
LA QUOTIDIENNE	4 8 4 - 0 5 8 0

La Tribune

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,
Tél.: 564-5450, J1K 2X8

Téléphones:
Petites annonces: 564-0999
Publicité: 564-5450
Rédaction: 564-5454
Abonnements: 564-5466

Journal quotidien publié à Sherbrooke
par Les Journaux Trans-Canada (1982) Inc.
(division La Tribune)

Livraison à domicile:
— Camélot et camélot motorisés
Prix de vente suggéré incluant
T.P.S. payée par le camélot \$3,71
taxe de vente du Québec 24
Coût à l'abonné \$3,95

ENVOI DE PUBLICATION:
Enregistrement No 0529168

Abonnement par la poste au Canada, sauf
endroits desservis par camélot et camélot motorisés.

TERRITOIRE IMMÉDIAT:
1 an \$255,00, TPS \$17,85, TVA \$17,74 = \$290,59
6 mois \$140,00, TPS \$ 9,80, TVA \$ 9,74 = \$159,54
3 mois \$ 80,00, TPS \$ 5,60, TVA \$ 5,56 = \$ 91,16
1 mois \$ 50,00, TPS \$ 3,50, TVA \$ 3,48 = \$ 56,98

HORS DE NOTRE TERRITOIRE IMMÉDIAT:
1 an \$310,00, TPS \$21,70, TVA \$21,56 = \$353,26
6 mois \$185,00, TPS \$12,95, TVA \$12,87 = \$210,82
3 mois \$110,00, TPS \$ 7,70, TVA \$ 7,65 = \$125,35
1 mois \$ 55,00, TPS \$ 3,85, TVA \$ 3,83 = \$ 62,68

AUX ÉTATS-UNIS ET AUTRES PAYS
1 an \$700,00, 6 MOIS \$410,00, 3 MOIS \$265,00, 1 MOIS \$130,00

«La Tribune» est sociétaire de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau of Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources d'informations: Presse canadienne, Presse associée, Reuter, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similées de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.

500\$ À GAGNER

BINGO À GAGNER 5 000\$ EN ARGENT! SOLEIL

PAR SEMAINE

Tout l'été!

5e MARATHON

CARTE COMPLÈTE

CARTE BRUNE

I-16 B-11

O-71 B-6

G-46

Veillez noter que les numéros se lisent de gauche à droite. Cet ordre sera respecté au moment de déterminer un gagnant.

La Tribune

Les règlements de participation de ce concours sont disponibles aux bureaux de La Tribune, 1950, rue Roy, Sherbrooke. Aucun numéro ne sera donné par téléphone.

POUR VOUS ABONNER

564-5466

1 800 567-6955

O.B.P.E.
LOGE 67

TÉL.: 569-1600
240, rue Montréal
Sherbrooke
(Québec)

LOGE DES ÉLANS

VENREDI 25 AOÛT 1995

BLÉ D'INDE ET HOT DOGS

DE 18 h À 20 h

Information: 569-1600

C'est lors d'une retraite fermée, à l'Abbaye de Saint-Benoît-du-Lac, que Robert Jolicoeur a réellement pris conscience de l'appel de Dieu.

«C'est mon père, qui venait de subir un coup dur en affaire, une grosse faillite, qui m'avait demandé de l'y accompagner pour une fin de semaine. Il y allait pour réfléchir. Moi, j'ai trouvé cela fascinant.»

C'était en septembre 1971. Robert Jolicoeur avait 23 ans. Le 25 avril 1976, après avoir complété ses études, il était ordonné prêtre à la paroisse Saint-Esprit de Sherbrooke.

«Je n'ai jamais regretté ce choix une seule seconde. Je suis tellement heureux dans ce que je fais. C'est un service que je rends au monde et j'aime cela. Prêcher le dimanche, c'est ma joie de la semaine. J'aime expliquer l'Évangile avec les mots d'au-

Prévisions à long terme pour Sherbrooke

Source: Environnement Canada

Aujourd'hui	Cette nuit	Vendredi	Samedi	Dimanche
CIEL VARIABLE AVEC RISQUE D'ORAGE	CIEL VARIABLE (nuit)	CIEL VARIABLE	CIEL VARIABLE	CIEL VARIABLE
max 19	min 9	max 24	10/24	12/24

MÉTÉO-NAUTIQUE

Membrénaog/Lac Champlain

1-900-451-4199

*0,95\$ LA MINUTE

Environnement Canada
La météo à la source

INDEX			
Arts et spectacles:	C-5	Horoscope:	B-3
Bandes dessinées:	B-3	Messier en liberté:	B-3
Chez nous:	B-1	Petites annonces:	C-6
Décès:	C-9	Sports:	C-1
Économie:	B-4	Vivre:	A-9
Éditorial:	A-8		

Actualité en bref

Séquestration et vol qualifié à Fontainebleau

Fontainebleau (PSJ) - Les agents de la Sûreté du Québec de Weedon et leurs collègues du Bureau des crimes majeurs ont poursuivi avec acharnement, hier, le travail d'enquête amorcé la veille relativement à une affaire de séquestration et de vol qualifié dans une maison privée, à Fontainebleau, à quelques kilomètres de Weedon.

Les résultats pour le moment demeurent négatifs mais les limiers suivent diverses pistes.

Mardi soir, vers 21h30, un homme de 56 ans et son fils de 24 ans, regardant la télé quand trois individus, la tête recouverte d'une cagoule, deux tenant une arme et le troisième un couteau, font irruption dans la maison, chemin de la Mine, à Fontainebleau.

Après avoir ligoté leurs victimes sur une chaise, ils leur ont demandé où était l'argent. Pour toute réponse, ils ont essuyé: il n'y a pas d'argent ici!

C'est à ce moment qu'ils ont décidé de fouiller partout dans la maison pour finalement mettre la main sur quelques centaines de dollars. Puis ils ont quitté les lieux sans avoir molesté les victimes ni tiré de coup de feu.

Une fois leurs liens défaits, les victimes ont alerté la SQ qui a reçu l'information vers 22h15.

On a aussitôt déclenché une vaste opération de ratissage du secteur et de vérifications sur les chemins et routes des alentours mais en vain.

Perrault se soucie davantage de la sécurité

Sherbrooke (PYB) - Le maire de Sherbrooke, Jean Perrault, n'est pas préoccupé outre mesure par le fait que les agents de la police municipale, ont décerné 970 contraventions de moins pour vitesse excessive depuis le début de l'année.

«Nous en avons parlé au comité exécutif et on va s'asseoir avec les gens concernés afin d'assurer la quiétude de la population. Plus que l'argent, c'est la sécurité des citoyens qui est importante», dira-t-il en réaction aux chiffres révélés par La Tribune, hier.

Jean Perrault était justement l'hôte des représentants municipaux de cinq autres grandes villes du Québec. Même si les revendications étaient au centre des discussions, la question de la vitesse a fait jaser les élus.

«Les autres villes connaissent la même problématique cet été», de reconnaître Jean Perrault.

Hier, le service de police a réagi promptement et les radars étaient visibles sur quelques rues. Un véhicule du service de police de Sherbrooke s'est même garé, rue Roy, en face de l'édifice de La Tribune!

Laurier Custeau ne tolérera pas les camions de la Galt

Sherbrooke (PYB) - Si les camions ne peuvent emprunter la rue Galt ouest pour entrer ou sortir de Sherbrooke, ils ne pourront emprunter davantage la rue St-Joseph et le boulevard Marie-Léonie.

C'est l'assurance donnée par le conseiller du district du Mont-Belleuve, Laurier Custeau, en réaction à un groupe de résidents de la rue Galt ouest. Ceux-ci réclament que la circulation lourde soit détournée de la rue Galt vers les rues St-Joseph, Denault, boulevard Marie-Léonie, Galt et boulevard Université.

«Ces gens-là, de commenter Laurier Custeau, ne réalisent pas qu'ils pelletent leur problème dans la cour du voisin. Monter des côtes sur le feu, ça n'a pas de bon sens. Je vais défendre mes citoyens et les camions ne passeront pas par ici. La rue Galt ouest est planche et c'est mieux pour les camions.»

Zéroplus toujours en vie au bureau de Paillé

Sherbrooke (DD) - Le bureau du ministre de l'Industrie, Daniel Paillé, a réagi au texte publié hier dans La Tribune, où il était mentionné que M. Paillé «ne pleure pas sur le sort des 150 ex-travailleurs d'ABB qui escomptaient un emploi et se retrouvent devant rien» avec l'abandon du projet Zéroplus.

L'attachée de presse du ministre, Julie Arcand, a fait valoir que ces propos relevaient davantage du commentaire que d'un texte journalistique et ne reflétaient pas la pensée de M. Paillé.

«Pour nous, le dossier n'est pas fermé, on ne trouve pas que c'est juste», a-t-elle indiqué.

«Que M. Vincent (le promoteur Robert Vincent) décide de reprendre le projet sous cette forme-là ou sous une autre on va le regarder c'est sûr», a souligné hier Mme Arcand, rappelant que ce dernier n'a pas déposé de demande formelle pour une aide financière auprès du gouvernement, même s'il avait été invité à le faire en mai dernier.

Elle ajoute que les 7 ou 8 millions \$ que le gouvernement était disposé à fournir comme aide financière au projet sont toujours disponibles, du moins pour un certain temps.

Projet de réfection d'un million \$ rue Alexandre

Le CCU refuse le permis au promoteur

Pierre-Yvon BÉGIN Sherbrooke

Les travaux sur le chantier d'un important projet de réfection d'un million \$, rue Alexandre, se sont pas à la veille de reprendre. En réunion, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de la Ville de Sherbrooke, vient de refuser l'émission d'un permis de construction.

Rappelons que le promoteur

Daniel Houle, lançait récemment un projet de réfection de trois édifices, rue Alexandre, sans détenir le permis nécessaire. Quelques jours plus tard, la Ville frappait le chantier d'un interdit.

Situés en zone patrimoniale, les trois édifices visés par les travaux, ne peuvent être modifiés sans obtenir au préalable une autorisation du CCU.

Hier, le président du CCU, le conseiller Laurier Custeau, confir-

maît à La Tribune que la demande de permis a été refusée par les membres du CCU.

«On a regardé la demande, dit-il, mais il manque encore trop d'éléments. On ne peut accorder le permis.»

«Tout va se régler»

Rejoint au téléphone par La Tribune, le promoteur Daniel Houle persiste à dire que le projet ne rencontre aucun problème. Il prétend

même que son projet n'a pas été présenté au CCU.

«Tout va se régler dans les jours qui suivent», s'est-il contenté d'affirmer avant de mettre un terme à la discussion.

Le CLSC SOC, qui avait réservé des locaux dans le nouvel immeuble, devait prendre livraison de son espace vers la fin du mois de septembre. Le CLSC, dont le siège social est situé à proximité, entend installer une clinique pour les femmes enceintes.

Hier, le directeur du CLSC SOC, Jaime Borja, confirmait à La Tribune qu'il avait convoqué le promoteur à une rencontre.

«Si d'ici une semaine, confiera-t-il, le promoteur ne peut prendre un engagement ferme pour la livraison des locaux, nous ferons affaire ailleurs. On ne peut jouer avec ça. Le secteur privé peut peut-être prendre des risques, mais pas moi. J'ai besoin d'une date sûre. Il y a toute la question du personnel à déménager.»

Les villes-centres misent sur le référendum

□ Réunis à Sherbrooke, les maires de cinq métropoles peaufinent leur stratégie afin d'obtenir un meilleur partage des revenus

Pierre-Yvon BÉGIN Sherbrooke

L'agenda politique du gouvernement du Québec avec la tenue d'un référendum à l'automne, est propice à exaucer les vœux des villes-centres du Québec, dont Sherbrooke, à la recherche d'un nouveau partage des ressources financières.

C'est l'avis exprimé par le maire de Sherbrooke, Jean Perrault, qui était l'hôte hier de ses homologues de Hull, Montréal, Québec, Chicoutimi et Trois-Rivières. Les représentants des six villes-centres étaient réunis à Sherbrooke afin de mettre la dernière main à leur stratégie commune.

Vendredi, Jean Perrault et le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, représenteront les intérêts des villes-centres à une première de quatre rencontres convoquées par le ministre des Affaires municipales, Guy Chevrette.

Rappelons que le ministre créait récemment un comité paritaire afin de recevoir les revendications du monde municipal.

«L'agenda politique vient juste nous aider à réaliser nos objectifs, à faire valoir nos points», d'affirmer Jean Perrault, se refusant à dévoiler cependant des éléments de la stratégie définie par les villes-centres. Je crois que le gouvernement ne pourra rester muet face à nos revendications. C'est la perception de tous,

Téléphoto par Claude Croisette
Sans un nouveau partage fiscal, c'est tout le Québec qui est pris pour se faire concurrence, affirme le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier sous les yeux du maire de Sherbrooke, Jean Perrault. Demain, les deux hommes défendront les couleurs des villes-centres à la réunion du comité paritaire convoquée par le ministre des Affaires municipales, Guy Chevrette.



nous arrivons à un moment important où le gouvernement doit montrer ses couleurs.»

Confronté à une échéance budgétaire qui arrive à grands pas, Jean Perrault estime que le ministre devrait agir rapidement.

Taxe foncière dépassée

Pour le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, la véritable solution à la situation économique difficile des villes, réside dans un nouveau partage des ressources financières. Subventions et tenants lieu de taxes ne sont que des cataplasmes.

Le premier magistrat juge même que la taxe foncière, seule source de revenus pour les municipalités, relève d'une époque dépassée. A son avis, les villes et le gouvernement du Québec doivent trouver une formule qui permettra de partager les risques et les efforts entre tous.

«S'il n'y a pas un meilleur équilibre fiscal, dit-il, c'est tout le Québec qui est *jamé* à se faire concurrence. Aujourd'hui, un projet d'implantation d'industrie ne va pas au meilleur endroit mais au plus fort la poche.»

Jean-Paul L'Allier prend l'exemple des dernières Médévales qui, déclare-t-il, ont coûté la somme de 300 000 \$ à la Ville de Québec, tandis que seuls les gouvernements du Québec et d'Ottawa ont mis des sous dans leur gousset.

Ex-président de l'Union des municipalités du Québec et maire de Chicoutimi, Ulric Blackburn établit pour sa part que les six villes-centres, qui représentent 65 % de la population du Québec, sont prêtes à discuter avec les autres municipalités.

«On ne veut enlever rien à personne, mais s'entendre sur une meilleure répartition de la richesse», confiera-t-il.

Le maire de Trois-Rivières devait cependant ajouter par le biais d'un communiqué, qu'advenant le piétinement du comité paritaire, les grandes villes n'auront d'autre choix que d'intervenir directement auprès du ministre Chevrette.

Accusation de recel contre l'ex-candidate à la mairie de Rock Forest Lise Lafrance

Sherbrooke (PSJ)

Deux femmes ont comparu, hier matin, devant la juge Danielle Côté, de la Cour du Québec, afin de répondre à des accusations de recel concernant l'important vol de vêtements haut de gamme pour enfant, perpétré à Rock Forest, le printemps dernier.

Lise Lafrance, âgée de 44 ans, d'Ascot et Caroline Lessard, âgée de 21 ans, de Sherbrooke ont enregistré des plaidoyers de non culpabilité.

La première, qui avait été candidate à la mairie de Rock Forest aux dernières élections, doit répondre à une accusation de recel de 262 pièces de vêtements et la seconde, à une accusation de recel de 54 pièces de vêtements.

Mme Lafrance était représentée par Me Peter Downey; elle devra revenir devant le tribunal le 4 octobre. Mme Lessard, représentée par Me Conrad Chapdelaine, a vu sa cause être fixée au 14 septembre.

La procureure Mylène Pelchat a agi pour le ministère public.

L'affaire dont il est question remonte à la nuit du 9 au 10 mars 1995 lors d'un vol avec effraction commis à La Boutique, le Catina, 4870 boulevard Bourque, à Rock Forest.

On avait volé à cet endroit pour plus de 35 000 \$ de vêtements haut de gamme pour enfant.

Dans les jours qui ont suivi, les policiers de Rock Forest, assistés de collègues d'autres corps policiers, ont effectué des perquisitions à Sherbrooke et à Ascot avec le résultat que l'on sait.

Il y a trois autres co-accusés dans cette affaire, certains ont à répondre d'introduction avec effraction et d'autres de recel.

Projet d'investissement de 100 millions \$

Bromptonville devra patienter encore un peu avant d'être fixée

Denis DUFRESNE Bromptonville

La région de Bromptonville est dans l'expectative face au projet d'investissement de 100 millions \$ de la compagnie Kruger, à la suite de la réunion hier à Qué-



Clément Nault

bec des dirigeants de l'entreprise et des ministres responsables, MM. Daniel Paillé (Industrie) et François Gendron (Ressources naturelles), puisque la décision doit venir d'ici quelques jours, ou quelques semaines tout au plus.

Lors de cette première rencontre officielle, qualifiée de «décisive» par le délégué régional Claude Boucher, il devait être question notamment de financement et de garanties d'approvisionnement en fibres pour ce projet de centre de production de papier glacé prévu pour le début de 1997.

Bien qu'il se dise optimiste sur les chances de Bromptonville, le maire de la municipalité, Clément Nault, a indiqué hier soir ne pas s'attendre à une annonce aujourd'hui, mais plutôt en septembre.

«C'était une première rencontre officielle, si oui ce serait une bonne chose, mais ce serait nettement plus rapide que ce à quoi on nous a habitués», a-t-il dit.

«C'est une question de coûts et aussi on pense qu'à la Kruger (de Bromptonville) les machines à papier s'en viennent vieillottes et puisque la compagnie a déjà investi 70 millions \$ pour le projet de désencrage et 20 millions \$ pour une usine d'épuration des eaux, ils devraient essayer de rentabiliser», a ajouté M. Nault au sujet des chances de sa municipalité.

Entre Trois-Rivières et Bromptonville

Outre Bromptonville, la compagnie envisage trois autres emplacements pour cet investissement, soit Trois-Rivières, Corner Brook, à Terre-Neuve, et Manistique, dans l'État du Michigan.

Mais de l'avis de M. Nault, le lutte pour l'obtention du projet se fait surtout entre Trois-Rivières et Bromptonville. Ce dernier estime en effet que les noms de Corner Brook et Manistique reviennent moins souvent dans les discussions.

Au bureau du délégué régional, on a indiqué en fin de journée hier que Claude Boucher, qui participait à la réunion de Québec, n'était pas disponible et, malgré plusieurs tentatives en soirée, ce dernier n'a pu être joint par téléphone.

Lors de son discours devant les membres de la Chambre de commerce de la région sherbrookoise, plus tôt cette semaine, M. Boucher a souligné que «tous les espoirs sont permis» face à ce projet de Kruger.

Un fonds créé pour les prêtres moins fortunés

Claude PLANTE Sherbrooke

À l'heure où l'on ferme et fusionne des paroisses dans la région, faute d'argent ou de fidèles, le diocèse de Sherbrooke veut aussi venir en aide aux prêtres en difficultés financières en mettant sur pied un fonds d'aide destiné à leurs prêtres peu fortunés.

Selon l'Archevêque Mgr Jean-Marie Fortier, il n'est pas question d'augmenter le salaire des prêtres par le biais de ce fonds, nommé à la mémoire de Mgr Joseph Veilleux, autrefois vicaire général au diocèse.

«Le Fonds Mgr Joseph-Veilleux

sera là pour combler les besoins essentiels de prêtres qui se trouveraient en difficultés financières, assure-t-il. On ne peut pas dire qu'il y a des cas de mendicité dans le diocèse. Mais il y a des besoins divers. Ce n'est pas tout le monde qui a l'habitude à administrer ses biens.»

«C'est sûr que l'évêque doit subvenir aux besoins de ses prêtres, mais ce fonds pourra aider. Si on peut aider de façon substitutive, on va le faire.»

Le Fonds Mgr Veilleux, qui ne constitue pas une corporation formelle mais est administré par le diocèse, ne contient aucune somme encore. La population et les prêtres sont invités à y contribuer.

Ne manquez pas aujourd'hui les pages spéciales 6, 7 et 8 du cahier B

LA RENTREE...

sur la rue King!

King!

05794

Entreprise d'ici

LaTribune

Sherbrooke

1995

ÉDITION
SPÉCIALE

Publireportage

André Goulet et associés inc. : une firme comptable à l'écoute de vos besoins

C'est en janvier 1978 que la firme de conseillers-comptables **André Goulet et associés inc.** voyait le jour. Plusieurs colonnes de chiffres ont, depuis ce temps, été calculées...

Aujourd'hui, c'est une équipe composée de 10 employés qui forme la firme **André Goulet et associés inc.** Parmi ceux-ci, mentionnons des personnes possédant le titre de C.G.A. (comptable général agréé). De plus, des employés sont aussi attirés à la tenue de livre et aux états financiers.

L'entreprise a aussi été pionnière dans la région avec la production des déclarations d'impôt fédéral et provincial par le système T.E.D. (transmission électronique des données) pour les impôts aux particuliers. Ce service permet aux déclarations de revenu d'être traitées beaucoup plus rapidement dans les différents bureaux gouvernementaux.

Spécialisé dans les services de comptabilité, de préparation d'états financiers et des déclarations d'impôts des particuliers et des corporations, c'est principalement par son service personnalisé, adapté aux besoins de chaque client que l'entreprise a fait sa marque. «Je reçois personnellement chacun des clients de la firme et les employés donnent suite à tous les téléphones et à tous les rendez-vous dans la même journée, et ce, sans exception», affirme M. Goulet.

Plusieurs autres services tels le traitement des paies informatisées, la fiscalité, le financement, la gestion des ressources humaines et la gestion d'entreprise sont aussi offerts. La devise de **André Goulet et associés inc.** est d'offrir un excellent service qualité/prix.



André Goulet



C'est d'une manière consciencieuse que tous les employés de **André Goulet et associés inc.** répondent à vos besoins, toujours en suivant la devise de M. Goulet : offrir un excellent service qualité/prix.

Formation d'une main-d'oeuvre efficace

La diversification des services est aussi un atout des plus intéressants pour la firme **André Goulet et associés inc.** Le dernier service offert à sa gamme est l'informatique. En effet, la firme s'occupe de faire l'étude des besoins des entreprises et leur analyse afin de les conseiller et d'implanter les programmes informatiques appropriés. De plus, **André Goulet et associés inc.** est accrédité par la Société québécoise de développement de la main d'oeuvre (S.Q.D.M.) pour pouvoir dispenser des cours pour le personnel des entreprises. «Tout entreprise a un jour ou l'autre besoin de

formation. Chez nous, tous genres d'entreprises convoitent nos services pour leurs offrir cette formation», explique André Goulet.

Offrir de la formation à ses employés est non seulement un gage de qualité pour une entreprise, mais aussi un avantage pécuniaire puisque la formation qui est offerte chez **André Goulet et associés inc.** comporte un crédit d'impôt provincial de 40%; l'avantage demeure le même pour le coût des salaires des employés en formation. À ce prix-là, pourquoi ne pas vous offrir l'avenir grâce à la formation de vos employés?



C'est dans leur nouvel édifice situé sur la rue Galt Ouest que l'équipe de **André Goulet et associés inc.** (à gauche) et la celle de la firme de gestion immobilière **Sentinel** (à droite) vous accueillent..



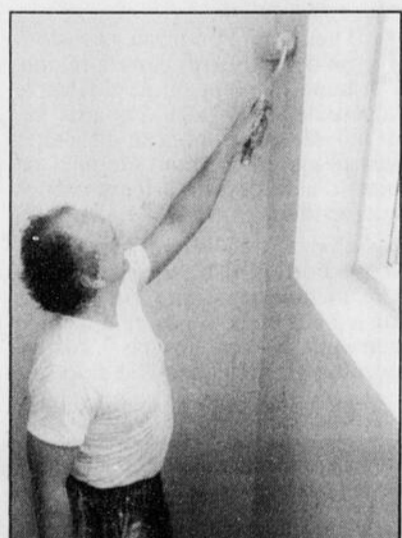
Sentinel : une gestion d'immeubles entre des mains de pros

La libération des contraintes administratives et opérationnelles, c'est, entre autres, ce qu'offre aux propriétaires d'immeubles la firme de gestion immobilière **Sentinel**.

Établi à Sherbrooke depuis cinq ans, c'est toutefois depuis deux ans que **André Goulet et Benoît Aubé** se sont portés acquéreurs de la gestion immobilière **Sentinel**. Ce dernier est d'ailleurs aux commandes de la firme sans cesse florissante. «Lorsque nous en avons pris possession, l'entreprise comptait quatre employés et avait à sa charge environ 400 logements. Aujourd'hui, **Sentinel** peut se

vanter d'être l'employeur d'environ 60 personnes et d'administrer quelque 2 500 logements», d'affirmer fièrement M. Aubé. Chacun des employés, qu'il soit concierge, infirmière ou cuisinier, est choisi d'une façon très minutieuse, reflétant ainsi l'image de notre entreprise.»

Qu'ils aient des immeubles de deux ou de 260 logements, ils sont tous traités de la même façon par **Sentinel**. «Nous



Parmi la gamme de services offerts par **Sentinel**, repeindre les logements en est un d'importance : la firme s'est même dotée de sa propre marque de peinture!

avons à coeur le bien-être de nos clients : tous ont la même importance, et ce, sans aucune distinction. C'est pourquoi leur marché est des plus diversifié : résidences de personnes âgées, immeubles à logements multiples, immeubles commerciaux et surveillance de bâtiments vacants.

À l'entrée de chaque immeuble, le personnage de **Sentinel** y est d'ailleurs de garde, avec à ses côtés, le slogan de

l'entreprise : «Cet immeuble est sous la garde de **Sentinel**», un slogan bien révélateur des services personnalisés offerts...

De tout pour tous

Chaque propriétaire y trouve son compte. En effet, c'est un projet clé en main que **Sentinel** offre aux propriétaires : «Avec l'expertise que nous possédons, nous pouvons assurer la bonne gestion aux gens

qui nous confient leurs immeubles. Lorsqu'ils signent un contrat avec nous, c'est comme l'équivalent d'un chèque en blanc qui nous est laissé. La confiance doit alors être totale», explique le directeur général de **Sentinel**, Benoît Aubé.

La gamme complète de service est offerte : tous les services touchant la location, la perception des loyers, la gestion des comptes à payer, les

rapports mensuels informatisés, les services juridiques, les conciergeries, l'entretien et les réparations, et même l'approvisionnement. «En signant un contrat de gestion chez-nous, les gens n'ont rien à s'occuper et de plus, ils s'assurent une tranquillité d'esprit», s'exclame M. Aubé.

Dernier recours...

Bien que leurs services soient offerts à tous les genres de clientèle, la majorité de celle-ci (70 %) est composée de gens faisant appel à eux en dernier recours. «C'est surtout lorsque le propriétaire doit sortir de l'argent de sa poche à la fin de chaque mois et que la majorité des logements de son immeuble sont inoccupés que les gens font appels à nos services», explique M. Aubé. «Faire du redressement est un défi continu. Malgré le fait que nous prenions tout en charge, les gens doivent être assurés de pouvoir continuer à avoir le sentiment d'être propriétaire des lieux.»

Parmi les avantages non négligeables de faire équipe avec **Sentinel**, mentionnons entre autres la possibilité d'achat en volume pour les assurances, publicités, tapis et peinture. Pour cette dernière, **Sentinel** s'est même offert sa

propre marque! «Avec la quantité de peinture que nous utilisons, il était plus qu'avantageux pour nous d'avoir notre propre marque de peinture.»

C'est dans un marché de plus en plus important que **Sentinel** opère, avec des contrats à Sherbrooke, à Montréal et à Québec. «La seule façon de réussir est de donner une entière satisfaction, nos heures de travail ne sont jamais comptées.»

Parmi les contrats d'importances par leurs quantités, mentionnons que **Sentinel** s'est vu octroyer, depuis plusieurs années, des mandats de gestion à travers la province par différentes institutions financières. «Dans bien des cas de soumission où nous avons dû compétitionner uniquement contre des firmes montréalaises, à compétence égale, on ne l'aurait pas eu puisque nous étions une firme de l'extérieur. Nous avons dû offrir un service supérieur que toutes les autres», explique M. Aubé. Grâce à l'importante expansion de ses contrats dans la région de Montréal, **Sentinel** a procédé à l'ouverture, en février dernier, d'une nouvelle succursale à St-Léonard. Leur prochain objectif ? Les provinces maritimes...



Une équipe dévouée, offrant le service, la sécurité et la satisfaction : telle est la vision que poursuit quotidiennement **Sentinel**.

Réunis sous un même toit : 3490, rue Galt Ouest Ascot

La Ville boude les étudiants en techniques policières

Les candidats provenant de l'Institut de police de Nicolet souvent préférés aux diplômés locaux

Pierre-Yvon BÉGIN Sherbrooke

La Ville de Sherbrooke boude les finissants du Collège de Sherbrooke en techniques policières. Sur les dix policiers engagés récemment à temps partiel, quatre seulement provenaient du Collège de la rue Parc.

La sélection effectuée par le service de police de Sherbrooke étonne

la direction du département de Techniques policières du Collège, au point où le directeur, Alain Sirois, juge à propos de demander des explications au maire de Sherbrooke, Jean Perrault.

Dans une lettre qu'il a fait parvenir au maire, Alain Sirois demande si la Ville a identifié des lacunes chez les gradués. Le directeur fait valoir que, malgré la collaboration de ses étudiants à différents projets de prévention, la majorité des aspirants-

policiers engagés dernièrement par la Ville, proviennent de d'autres collèges.

«Nous sommes surpris, d'avouer Alain Sirois. Même si nous n'avons aucun chiffre à l'appui, dans le passé, la majorité des finissants engagés par la Ville provenaient de notre Collège.»

Suivant la réponse obtenue de l'hôtel de ville par Alain Sirois, le programme de Techniques policières

ne présente pas de faille. Si Sherbrooke a retenu moins de finissants du Collège, c'est que l'expérience démontre que sur les 50 ou 60 derniers candidats, ceux provenant de l'Institut de police de Nicolet donnent un meilleur rendement.

La réussite des candidats à Nicolet constituerait aux yeux de la police municipale, un bon indice de leurs performances.

«C'est possible, de juger Alain

Sirois, mais je ne vois pas très bien à quoi l'on fait référence. Nous répliquons que si la Ville en fait la demande, nous sommes en mesure de leur fournir des références sur le comportement, l'implication sociale ou autres aspects de nos finissants.»

Sur les 400 postulants pour un emploi au service de police de la Ville de Sherbrooke, 30 provenaient effectivement du Collège. Selon Alain Sirois, tant le taux de placement des finissants que les commentaires

d'employeurs, permettent de croire que le programme de Techniques policières du Collège de Sherbrooke affiche une qualité supérieure.

«La question qui reste, soutient Alain Sirois, c'est devrait-on accorder la priorité aux étudiants de la région. Je sais que dans la région de Québec, il est impossible de trouver un emploi comme policier si le candidat n'est pas résident de la région. Ça devient donc une question politique.»

Studio Super Écran

Cousineau assure qu'il fera tout pour payer les ex-employés

Claude PLANTE Sherbrooke

Malgré la faillite de la compagnie Studio en tournée, les ex-employés de la caravane Studio Super Écran peuvent garder l'espoir d'être un jour payés pour les heures travaillées lors de la venue de la tournée à Magog, à la fin juin.

Joint hier à sa résidence, le promoteur Alain Cousineau jure que toutes ses heures sont aujourd'hui exclusivement réservées à chercher du financement pour payer les quelque 250 employés qui n'ont pas encore reçu leur dû pour du travail fourni au cours de la tournée provinciale. Au moins une vingtaine d'ex-employés de la région attendent toujours leur dû pour les heures travaillées lors de l'arrêt à Magog.

Depuis lundi, la compagnie mère du Studio Super Écran, Studio en tournée, est en faillite, confirme M. Cousineau. Mais il demande qu'on cesse «de me taper dessus comme l'on fait certains médias. Ça me nuit pour aller chercher des subventions.»

En effet, M. Cousineau s'adresse à trois paliers de gouvernement (fédéral, provincial et la Ville de Montréal) pour décrocher des subventions lui permettant de payer tous les ex-travailleurs. «Je ne veux que ça, payer les salaires. Déjà 80 pour cent des gens ont été payés. Il y a encore de l'espoir, mais plus ça brasse, moins que je suis capable d'aller chercher de l'argent.»

«Pas été chanceux»

Si la direction de Studio Super Écran, qui se voulait un parc thématique sur le cinéma, a décidé de continuer la tournée provinciale malgré qu'elle se savait en difficultés financières, c'est justement pour s'assurer de payer les salaires, confie M. Cousineau.

«Mais on n'a pas été chanceux. À Sainte-Foy, on a perdu deux jours à cause de la pluie, se rappelle-t-il. En arrivant à Montréal, on s'est dit qu'on pourrait se refaire avec 11 jours au Vieux Port. En partant, nous avons connu deux jours de pluie.»

«Je suis actuellement en pourparlers avec trois paliers de gouvernement pour aller chercher des subventions. On m'a dit que c'était peut-être possible d'avoir des subventions pour payer les salaires puisqu'on n'en a pas demandées pour partir la tournée. Nous avons quand même donné du travail à des gens. On pourrait même repartir la tournée l'an prochain.»

«Mais les gouvernements veulent que ça se calme, clame-t-il. J'ai entendu dire que des médias ont écrit que nous étions en faillite pendant que nous étions en opération. Ça ne se peut pas.»

La chance au coureur

«Dire que je laisse la chance au coureur, je ne sais pas, déclare le Magogois Alain Gervais, l'un des plus fervents demandeurs. C'est surtout que je n'ai pas le choix. Il fallait

s'en attendre. Nous le savions que ça s'en allait vers la faillite.»

Si M. Gervais demeure conciliant, c'est qu'il a pu entrer en communication avec le promoteur Alain Cousineau, une personne très en demande ce temps-ci. La compagnie de M. Cousineau doit 2800 \$ en salaires impayés à Alain Gervais pour du travail effectué à Magog et Sainte-Foy. «Je lui ai parlé, affirme le plaignant. Il m'a assuré qu'il ferait tout pour payer les salaires des ex-employés.»

Alain Gervais s'offusque cependant du fait que le promoteur Cousineau cherche à décrocher des subventions. «Je trouve ça dégueulasse de faire ça. Si on est payés par sub-

vention, c'est tout le monde qui va payer. Ce n'est pas correct pour une entreprise privée à but lucratif.»

«Quand, on voit que ça ne fera pas ses frais, on devrait arrêter tout de suite, pas étirer l'affaire. On voyait que c'était mal géré. Déjà au 10 juillet, la compagnie commençait à étirer les salaires. Les gars qui travaillaient faisaient des blagues. Ils appelaient la tournée Production Mickey Mouse.»

Photo La Tribune, archives

L'une des cascades effectuées lors du passage de Studio Super Écran, à Magog.



LA MODE À VOS PIEDS POUR LA RENTRÉE!



Aussi nouveauté chez Santana
ESPADRILLES SUGI
Pour garçons et filles



3770, boul. Industriel
Sherbrooke



La rentrée avec Sony

Ce téléphone sans fil Sony à 10 fréquences est doté du dispositif réducteur de bruit "ProSound". Durée de pile prolongée, alarme indiquant hors de portée. Peut être fixé au mur.

SPP73 **119**



Chez Sony nous ne sommes jamais à court de bonnes idées! Voici un téléphone sans fil à 10 fréquences combiné avec un radio-réveil AM/FM. Réducteur de bruit "ProSound". Réglage pour avancer/reculer l'heure, affichage de la date, programmation jumelée du réveil.

SCT100 **199**



Tout étudiant devrait en avoir une! Radiocassette AM/FM stéréo de Sony avec lecteur 1 bit de disques compacts, platines à cassettes jumelées, double bande haute vitesse, Mega Bass, correcteur graphique à trois bandes, télécommande et enceintes acoustiques détachables.

CFJ550 **299**

Maison Sony

On vous en mettra *plein* la vue!

2005, rue King ouest, 346-7669

Mécontents d'être exclus des négociations entre les médecins et le gouvernement

Les résidents votent une journée d'étude

Gilles FISETTE Sherbrooke

C'est à l'unanimité que les médecins résidents de la région de Sherbrooke ont accepté de participer à une «journée d'étude», mardi prochain, en guise de moyen de pression contre la réforme des programmes de santé entreprise par le gouvernement.

Ils se sont même dit prêts à envisager des moyens de pression beaucoup plus musclés afin de se faire entendre à Québec, rapportent la secrétaire de l'exécutif de la Fédération des médecins résidents du Québec, Janik Massé. En compagnie de

procureur de la fédération, Me Jacques Castonguay, elle rendait alors compte de l'assemblée générale de l'association estrienne de la fédération, tenue hier midi, au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS), et à laquelle ont participé environ 200 résidents.

Des assemblées générales semblables se tenaient plus tard en journée hier à Montréal et à Québec et les participants ont donné massivement, comme à Sherbrooke, leur appui au moyen de pression.

La journée d'études du 29 août au Palais des congrès de Montréal ne devrait pas avoir d'impact sur les services dans les centres hospitaliers, croient-ils. Toutefois, l'absence des

résidents devrait entraîner un surplus de travail pour les omnipraticiens et les spécialistes.

Le moyen de pression des résidents est mis de l'avant à cause de leur exclusion des négociations menées entre le gouvernement et les fédérations de médecins spécialistes et de médecins omnipraticiens, bien que le sujet les concerne au plus haut point.

Même que, ajoutent-ils, une entente serait intervenue entre le gouvernement et les spécialistes et elle risque fort de se faire au détriment des résidents. Par après, le même scénario devrait s'appliquer aux omnipraticiens.

«L'effort demandé aux médecins



Janik Massé

Me Jacques Castonguay

est de l'ordre d'environ 55 millions \$ pour cette année. Aux spécialistes, le gouvernement demandait de consentir une réduction de 3,75 pour cent de la tarification. Ils auraient plutôt obtenu de faire porter entièrement le fardeau aux spécialistes qui ont

cinq ans et moins de pratique et ce, pour les médecins à partir de la promotion 1995, donc pour les actuels et futurs résidents. Ces jeunes devront subir une réduction salariale de 30 pour cent. Nous disons que c'est inéquitable. Les compressions budgétaires doivent être supportées par tout le monde, non pas seulement par les jeunes. De plus, nous pensons que la mesure proposée ne permettra pas de rencontrer les objectifs fixés par le gouvernement. C'est pour toutes ces raisons que nous demandons d'être admis à la table des négociations où nous pourrions expliquer notre point de vue et faire part de nos solutions», rapporte Mme Massé.

FAITS DIVERS

La GRC récolte à Milan et à Nantes

Lac-Mégantic - La Gendarmerie royale du Canada de Lac-Mégantic a fait part, dans un communiqué émis hier, qu'elle avait procédé à une importante saisie de marijuana, lundi, dans la région de Milan et de Nantes.

Assistée des agents fédéraux de Sherbrooke et de Thetford-Mines, elle a récolté 652 plants de marijuana en plus de l'équipement propre à la culture de ce stupéfiant.

On estime la valeur de cette saisie à près de 400 000 \$.

Il est mentionné dans le communiqué que l'enquête n'était pas terminée et que des accusations de possession de stupéfiant en vue d'en faire le trafic et de culture de marijuana pourraient être portées relativement à cette affaire.

Les vitrines d'un restaurant volent en éclats

East Angus - Un individu, armé d'un morceau de fer d'une longueur de 1m 52 (cinq pieds) que l'on a retrouvé près des lieux, a fait voler en éclats les huit vitrines et une fenêtre latérale du restaurant La Petite Bouffe, 168 rue Angus Nord, à East Angus.

La Sûreté municipale d'East Angus a été informée de cet acte de vandalisme vers six heures du matin, hier. Son enquête dans le voisinage lui a permis d'apprendre que des citoyens avaient entendu des bruits curieux vers 2h30.

Les dommages se chiffrent à quelques milliers de dollars.

La police, pour le moment, n'a rencontré que l'employé, le propriétaire se trouvant à l'extérieur.

On n'écarterait pas l'assouvissement d'une vengeance dans ce méfait peu commun.

Un laveur de vitres trop insistant

Sherbrooke - Il y a toutes sortes de gens pour peupler le monde comme en fait foi cette mise en garde que la Police municipale de Sherbrooke adresse aux gens vivant seuls, surtout les personnes âgées.

L'autre jour, un individu s'est présenté chez une dame de 75 ans, rue Laurier, à Sherbrooke.

Une fois la porte ouverte, il est entré en demandant si elle avait des vitres à faire laver. Sans attendre de réponse, l'homme aurait rempli un seau d'eau et aurait fait une beauté à la porte-patio. Il a même lavé la moustiquaire dans la baignoire. Puis il a lavé la vitre de la chambre à coucher.

Pendant ce temps, la dame lui demandait: «Mais comment ça va me coûter pour des vitres qui ont été lavées il y a cinq jours à peine?» Et l'individu a répondu: «On verra ça tantôt.»

Une fois le travail terminé, il a gribouillé quelques mots et quelques chiffres sur un bout de papier jaune: la note de service s'élevait à 52 \$.

La dame lui a dit qu'elle n'avait que 40 \$ mais lui, il a répliqué: c'est ça, c'est ça! Alors elle a téléphoné à son cousin qui lui a fourni les 12 \$ manquants.

On décrit cet homme comme un individu de race blanche, âgé d'environ 38 ans, aux cheveux blonds et aux yeux bleus, mesurant 1m 82 (près de six pieds) et s'exprimant en français.

Pour le moment, on n'a reçu qu'une plainte mais on ne veut pas que le phénomène prenne de l'ampleur.

La police demande donc la collaboration du public car elle aimerait avoir un entretien avec ce laveur de vitres. Toute information peut être communiquée aux autorités, à 821-5555.

Une énigme de plus

Canton de Brompton - Le comportement de certains voleurs étonne parfois.

Dans la nuit de mardi à hier, des individus ont volé une camionnette Ford 1998, de couleur gris rouge, non immatriculée, qui était stationnée dans la cour de l'atelier Débosselage de l'Estrie, route 143, dans le Canton de Brompton.

Avant de quitter les lieux avec le véhicule, ils ont enfoncé la porte de garage, laquelle a dans sa chute atterri sur deux véhicules garés à l'intérieur.

Les policiers municipaux de Sherbrooke ont été informés de ce délit vers cinq heures du matin, hier.

On ne sait pas pourquoi la porte a été enfoncée.

La valeur du véhicule volé est établie à 6500 \$. Le montant des dommages est inconnu. Il ne semble pas y avoir eu vol à l'intérieur de l'atelier.

Un pont entre les générations à Bishop's

Des grands-parents ontariens et américains partagent des activités avec leurs petits-enfants

Michel RONDEAU Sherbrooke

Des personnes du troisième âge de l'Ontario et des États-Unis ont dé-

couvert l'Université Bishop's et l'Estrie, mais Bishop's a découvert des...

Cet été, explique Mme Maria

Bandrauk, la directrice de l'éducation permanente de l'Université, on a accueilli des groupes de personnes du troisième âge pour des périodes de trois semaines consacrées à la peinture et au baseball.

Et cette semaine, un programme particulier est offert à des personnes du troisième âge et à leurs petits-enfants. Outre les activités d'animation en soirée, les participants passent une demi-journée au tennis et l'autre demi-journée en peinture chaque jour.

Miriam Mitchell, de Kingston, se trouve à ce camp très spécial en compagnie de sa petite-fille, Margaret Nowell, 13 ans, de Deep River, en Ontario. C'est la mère de Margaret qui a laissé sa mère et sa fille à l'Université, pendant qu'elle se livre cette semaine à des randonnées dans la région.

Margaret dit qu'elle n'a pas le temps de s'ennuyer de sa mère et sa grand-mère, espiègle, ajoute: «Évidemment, on ne le lui dira pas!»

«Je suis venue pour passer quelques temps avec ma grand-mère», confie Margaret, tandis que Mme Mitchell explique: «Nous vivons à 300 kilomètres l'une de l'autre. C'est quatre ou cinq heures de trajet. Nous ne nous voyons pas souvent. C'est donc agréable de pouvoir passer la semaine ensemble.» C'est la raison qui l'a amenée à s'inscrire à cette activité.

L'amour pour le jeu

Selon M. Gordon Coleman, l'animateur qui suit essentiellement le groupe de 17 participants (le nombre

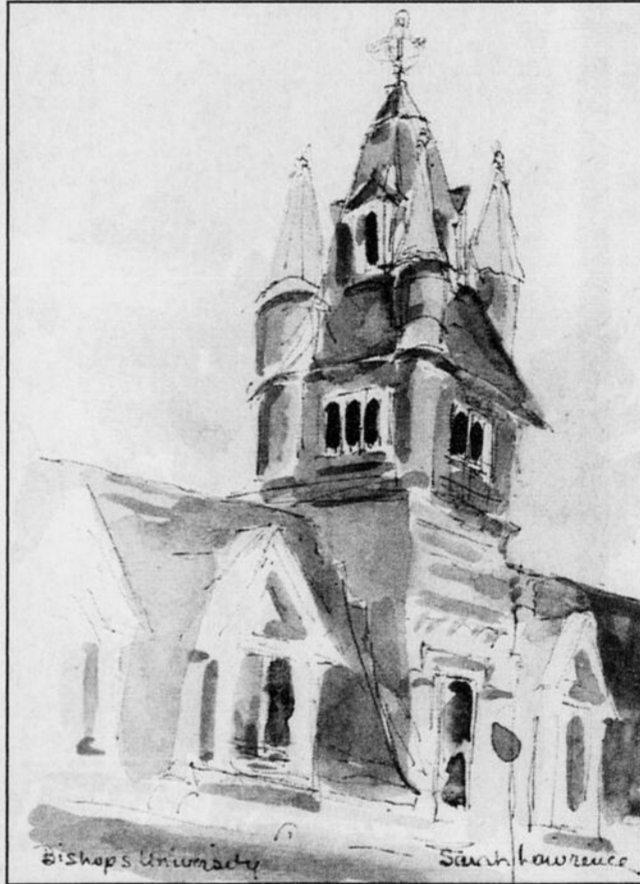


Téléphoto, Claude Poulin

impair s'explique par le fait qu'un couple de grands-parents s'est inscrit avec sa petite-fille, ce qui est remarquable, c'est l'amour des personnes du troisième âge pour le jeu.

Mme Cynthia Allan, animatrice, particulièrement des activités du soir, dit que les grands-parents développent un intérêt non seulement à l'égard de leurs propres petits-enfants, mais même envers tous les autres enfants participants. «Ils deviennent les grands-parents de tous les enfants, dont ils sont très fiers d'observer les exploits.»

Pour certains d'entre eux, ce n'est pas particulièrement reposant d'accompagner les jeunes sur le court de tennis, mais malgré la fatigue, ils veu-



Bishop's University Sarah Lawrence

lent poursuivre, témoignent Gordon et Cynthia. «Ils sont cool!» Notons au passage que les entraîneurs sont des professionnels.

Côté artistique, l'encadrement est donné par un artiste-peintre, M. Darren Millington, qui a constaté des progrès rapides chez les jeunes et les personnes du 3e âge en dessin et en peinture. Leur toute première activité, pour passer la glace, souligne-t-il, a été de dessiner leur vis-à-vis, ce qui les a bien amusés. «C'était émouvant de voir la réaction des grands-parents.»

Maria Bandrauk fait remarquer qu'à cette époque-ci de l'année, l'Université est peu fréquentée et que les participants ont accès facilement au centre d'art (climatisé s'il-vous-plait) et à ses équipements, ainsi qu'aux sites sportifs.

Découvertes déconcertantes

Le dessin et la peinture ont donné lieu à des découvertes déconcertantes. Le talent de certains participants était renversant. Plusieurs aquarelles de certains d'entre eux revêtent une valeur artistique évidente. Tant et si bien que Mme Bandrauk a l'intention de faire fabriquer un gaminet avec l'une des oeuvres et des cartes de souhaits et un calendrier avec les autres.

Les participants ontariens et américains découvrent avec plaisir la région, qu'ils trouvent très belle, note Cynthia Allan.

Maria Bandrauk déplore de n'avoir pas pu réunir de participants francophones, ce qu'elle ne s'explique pas.

Design
Sylvain Landry

Sylvain Landry, designer d'intérieur, est fier de vous annoncer l'ouverture de ses bureaux situés au 585, boul. Jacques-Cartier Nord, Sherbrooke (819) 566-6717

Pour un service professionnel d'aménagement intérieur résidentiel, commercial.

- Papier peint
- Tissu
- Revêtement de fenêtre
- Recouvrement de meuble
- Etc.

08516

Participez au grand concours littéraire

La Tribune

Règlements de participation

- Dates du concours :** 5 août au 22 septembre 1995
- Critères d'admissibilité**
 - Résider ou travailler en Estrie (région administrative 05)
 - Le concours est ouvert aux non-professionnels seulement.
- Catégories de participation**
 - 10-13 ans (3 à 5 pages; BD : 1 à 2 pages)
 - 14-18 ans (3 à 5 pages; BD : 1 à 2 pages)
 - 19-25 ans (5 à 10 pages; BD : 1 à 2 pages)
 - 26-49 ans (5 à 10 pages; BD : 1 à 2 pages)
 - 50 ans et plus (5 à 10 pages)
- Genres littéraires**
 - Conte, nouvelle, récit, poésie, essai.
 - Bande dessinée (format 8 1/2 x 11; inédite; noir et blanc; le titre doit apparaître dans la première case).
- Attribution des prix**

Le jury se réserve le droit de répartir les prix selon la qualité des œuvres soumises.
- Thème : «PASSEZ AU SALON»**
- Remise des prix**

La cérémonie de remise des prix aura lieu dans le cadre du Salon du livre de l'Estrie, 300, rue Parc à Sherbrooke, le dimanche 15 octobre 1995 à 14 h 30.
- Chaque texte doit être signé d'un pseudonyme. Celui-ci, de même que l'âge des participants doivent être inscrits à l'endos de chacune des pages du texte. Les **NOM, ADRESSE** et **NUMÉRO DE TÉLÉPHONE** doivent être inscrits dans une enveloppe scellée sur laquelle apparaissent le pseudonyme, la catégorie d'âge et le genre littéraire. Tous les documents devront parvenir, au plus tard, le vendredi 22 septembre 1995, le cachet de la poste en faisant foi, au siège social de la corporation, à l'adresse suivante :

Salon du livre de l'Estrie
Grand Concours littéraire La Tribune
420, rue Marquette, bureau 133
Sherbrooke (Québec) J1H 1M4

N.B. - En cas de grève des postes, les documents pourront être déposés au siège social, dans l'édifice de la Bibliothèque Éva-Sénécal.
- Une personne peut participer autant de fois qu'elle le désire. La présentation soignée, la lisibilité, la qualité de la langue et l'absence de fautes seront considérées par le jury. Ce dernier sera composé de personnes provenant des milieux de l'enseignement, de la littérature et du journalisme en Estrie.
- Il est recommandé aux participantes et participants de conserver une copie de leur texte, car les documents ne leur seront pas retournés. Dans l'éventualité d'une publication, les auteures et les auteurs des textes primés cèdent leurs droits à la corporation qui verra à respecter les textes dans leur ensemble.
- Les personnes gagnantes permettront au Salon du livre de l'Estrie et au quotidien La Tribune d'utiliser leur nom, adresse et toute photographie relative au concours, pour les fins de promotion.
- Ne sont pas éligibles au concours, les personnes de moins de 10 ans, les membres de l'organisation du Salon du livre de l'Estrie et leur famille immédiate, de même que les familles des membres des jurys.
- Le présent concours ne relève pas de la Régie des loteries et des courses du Québec. L'appréciation des oeuvres sera sous la seule responsabilité du jury. Ses décisions seront finales et sans appel.
- Toute personne qui participe au concours sera considérée comme ayant pris connaissance dudit règlement et l'ayant implicitement accepté.

SECOURS-AMITIÉ ESTRIE
SERVICE D'ÉCOUTE TÉLÉPHONE INTERURBAIN ET TRANSSÉRIEN

BESOIN D'ÊTRE ÉCOUTÉ? QUELQU'UN EST LÀ POUR TOI!

"Parler de ses ennuis n'est pas un signe de faiblesse, c'est se donner une chance... une chance de mieux vivre."

UNE LUEUR D'ESPOIR

SHERBROOKE ET RÉGION
564-2323
SECOURS INTERURBAINS (RÉGION 05)
7 JOURS
24 HEURES
1-800-667-3641 62153

Fusion enr.

"Un esprit sain dans un corps sain."
Le mental sans le physique, autant que le physique sans le mental ne sont qu'illusion. Le mental fusionné au physique, voilà ce qui peut changer le monde...

Santé Longévité Excellence Performance

• P.N.L. (programmation neurolinguistique) • Pensée positive • Qi gong • Énergie • Alimentation •

Vous souhaitez...

- Améliorer votre santé, votre longévité;
- Enrichir votre vie affective et spirituelle;
- Vous sentir plus motivé, plus heureux;
- Vivre pleinement avec soi et les autres?

Eh bien, voici la clé.

La clé de la transformation de soi et de l'accomplissement intégral de son être.



Fusionnées en un tout, cinq approches vous offrent des outils, des techniques faciles et concrètes. Fusion unit le physique et le mental dans une pratique simple, dynamique pour le corps et l'esprit.

Si... un seul instant vous pouvez vous imaginer, maintenant, vivant pleinement cette vie, alors, venez me rencontrer.

Ginette Dostaler

Rencontre d'information gratuite

Sherbrooke
Mercredi 30 août, 13h à 19h30
Motel La Réserve, salle Calumet II
4235, rue King O.
Informations: (819) 822-4196

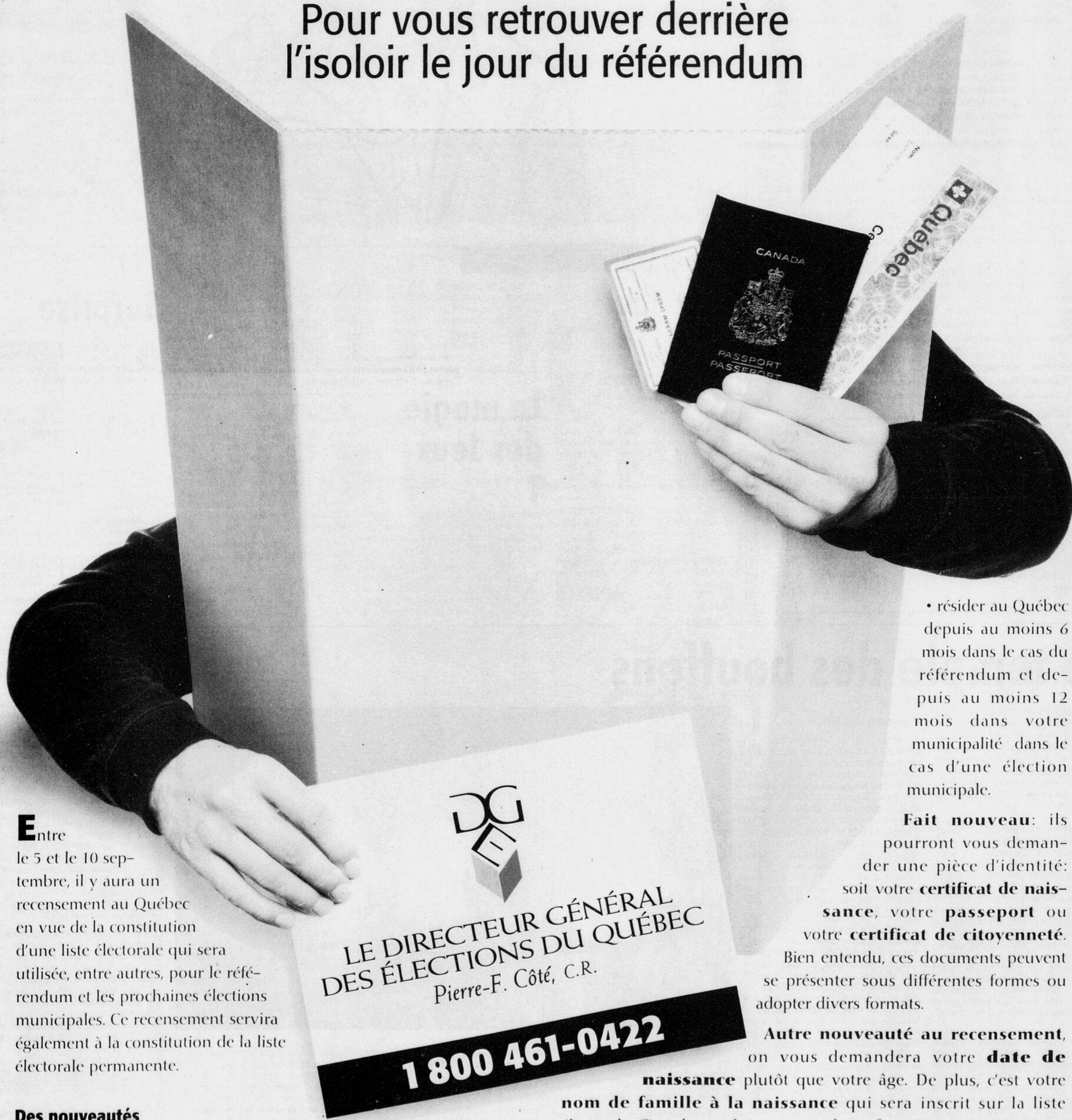
Magog
Vendredi 1^{er} septembre, 19h30
Auberge L'Étoile-Sur-Le-Lac
1150, rue Principale O.
Informations: (819) 822-4196

08515

NOUVELLE LISTE ÉLECTORALE

Votre nom doit apparaître sur la liste électorale

Pour vous retrouver derrière l'isoloir le jour du référendum



Entre le 5 et le 10 septembre, il y aura un recensement au Québec en vue de la constitution d'une liste électorale qui sera utilisée, entre autres, pour le référendum et les prochaines élections municipales. Ce recensement servira également à la constitution de la liste électorale permanente.

Des nouveautés

Avant d'inscrire votre nom sur cette liste, les deux recenseurs qui passeront chez vous s'assureront que vous répondez bien aux trois conditions suivantes:

- avoir 18 ans et plus;
- posséder la citoyenneté canadienne;

- résider au Québec depuis au moins 6 mois dans le cas du référendum et depuis au moins 12 mois dans votre municipalité dans le cas d'une élection municipale.

Fait nouveau: ils pourront vous demander une pièce d'identité: soit votre **certificat de naissance**, votre **passport** ou votre **certificat de citoyenneté**.

Bien entendu, ces documents peuvent se présenter sous différentes formes ou adopter divers formats.

Autre nouveauté au recensement, on vous demandera votre **date de naissance** plutôt que votre âge. De plus, c'est votre **nom de famille à la naissance** qui sera inscrit sur la liste électorale. C'est donc celui que vous devez fournir aux recenseurs.

De plus, vous devrez **signer** votre fiche de recensement.

Si vous avez des questions, appelez-nous.

1 800 461-0422
(de l'extérieur de Québec)

ATS 1 800 537-0644
(les personnes sourdes ou malentendantes)

528-0422
(de la région de Québec)

DG
EE
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Pierre-F. Côté, C.R.

1 800 461-0422

Editorial

La Tribune

Raymond Tardif, Président et Éditeur

Jacques Pronovost, Rédacteur en chef

Roch Bilodeau, Éditorialiste en chef adjoint

Le rêve de Mario Dumont

Mario Dumont était de passage en Estrie, hier. Étape préliminaire d'un long pèlerinage destiné à rallier le plus grand nombre possible de Québécois autour du fameux projet référendaire à trois têtes. De toute évidence, le chef de l'Action démocratique entend jouer un rôle central aux côtés de ses nouveaux partenaires, Jacques Parizeau et Lucien Bouchard.



Roch BILODEAU

Il a bien raison. Les deux leaders souverainistes lui ont fait suffisamment la cour pour qu'il se sente nécessaire et même indispensable au camp du Oui. Mais, précisément: pourquoi Mario Dumont a-t-il pris, soudainement, tant de place sur notre scène politique?

Certainement pas à cause de l'importance de sa formation dont il est l'unique député à l'Assemblée nationale. Ni à cause de la proportion de l'électorat qui l'a appuyé aux dernières élections, seulement 6,46 pour cent.

M. Dumont doit sa notoriété au fait qu'il incarne plus que quiconque l'ambivalence québécoise, cette lancinante hésitation entre la souveraineté et l'appartenance au Canada.

À partir du moment où les stratèges souverainistes ont vu que, malgré toutes les astuces, leur option plafonnait dans les sondages, il ne leur restait qu'une solution: élargir leur clientèle en diluant le produit. Une alliance avec Mario Dumont devenait dès lors le meilleur symbole du nouveau compromis qu'on offrirait aux Québécois. Ceux qui avaient trop peur de la rupture pourraient se rassurer à l'idée d'un partenariat mur à mur avec le Canada tel que déjà imaginé par les Allairistes.

Voilà dans quelle perspective s'inscrivait le virage que Lucien Bouchard a imposé à Jacques Parizeau. Et Mario Dumont y a trouvé naturellement sa place, lui qui rêve de remodeler de fond en comble le cadre économique et politique de cette partie de l'Amérique du Nord envers et contre le désir de tous les acteurs de l'autre camp.

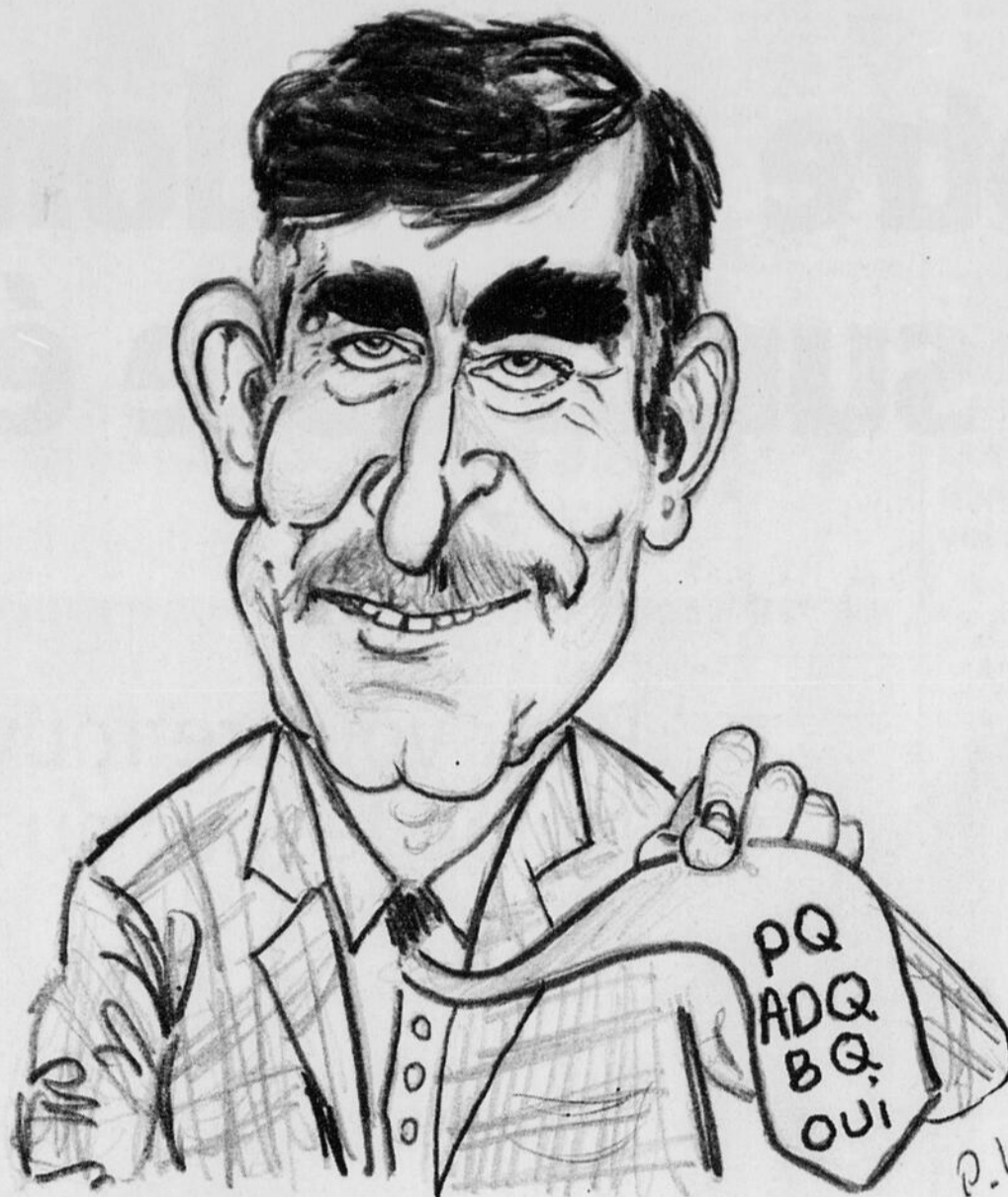
Il rêve d'une union douanière avec le Canada, de divers accords permettant la libre circulation des marchandises, des personnes et des capitaux, et même la création d'institutions politiques communes. Sans compter, bien entendu, une politique monétaire qui laisserait au Québec le loisir de conserver le dollar canadien comme devise. Tout cela devrait se négocier en l'espace d'un an après la victoire du Oui.

M. Dumont y croit peut-être sincèrement. Et ses deux partenaires ont besoin de lui pour persuader les indécis ou ceux qu'on appelle les «mou».

Mais les Québécois savent que les plans des autres gouvernements canadiens ne sont pas ceux du trio Dumont-Bouchard-Parizeau. Ils se doutent bien que ce scénario sans bavure risque fort de se heurter à un refus de négocier. Or, dans cette hypothèse, l'entente qui lie les trois partis stipule que «l'Assemblée nationale pourra déclarer la souveraineté du Québec dans les meilleurs délais». C'est donc Jacques Parizeau qui reprendrait l'initiative. Quelle importance ce dernier accorderait-il alors au jeune Dumont et à ses grandes idées de partenariat?

Le chef de l'Action démocratique a le droit de rêver. Il a même le droit d'être naïf...

LE CAMP DU OUI EN 1 SEULE PERSONNE!



P. LARAMEE '95

TRIBUNE LIBRE

Vive les ados!

Nous avons embauché 15 étudiants cet été à CHARMES. Ils étaient jeunes, 15-16 ans, l'âge du secondaire V, l'âge de s'amuser.

Ils ont travaillé à l'aménagement des sentiers, à l'accueil et à la patrouille. Il fallait voir leur sérieux et leur enthousiasme sur le réseau. Bien sûr, il aura fallu les guider au début. C'est difficile de découvrir la rigueur du travail, surtout la première fois. Mais ils ont travaillé fort, bien, et avec le sourire.

Leurs parents peuvent être fiers. D'ailleurs, ils ont fait leur part. Leur facture d'épicerie a dû augmenter pendant huit semaines, car on m'a dit que les jeunes mangeaient pas mal à leur retour le soir.

Un été chaud, des filles et des garçons extraordinaires qui ont motivé les plus vieux et découvert une autre étape de leur vie.

Bravo et merci!

Paul Champagne
Directeur général CHARMES

La magie des Jeux

Tout a été dit ou presque sur les derniers Jeux du Québec tenue dans notre région il y a quelques semaines. Je dis «ou presque» parce que j'ai envie de vous dire jusqu'à quel point une expérience comme celle-là est riche en humain.

Côté des gens dont la fille vient de battre un record, rencontrer des entraîneurs qui ont à cœur la formation des jeunes et l'esprit d'équipe, voir des gens s'émouvoir

devant la défaite d'une athlète ou la victoire d'une équipe de basket-ball: c'est ça, la «magie» des Jeux.

Rencontrer des parents dont la fille blessée n'a pas eu la chance de faire son critérium et leur décrocher un sourire quand grâce à un petit geste comme leur remettre une épinglette rare des Jeux et amener Sherlo pour une photo, vous venez de leur apporter tout le bonheur d'une médaille d'or.

C'est ça, les Jeux. La magie de vivre intensément des moments qu'on n'oubliera jamais. Riche en humain, en émotion mais aussi riche d'avoir eu l'occasion d'apporter ma petite contribution qui a fait la différence pour moi. Celle de participer à quelque chose de grand... le dépassement de tous et chacun.

Il est toujours vrai de dire que l'on reçoit le double de ce que l'on donne.

Michel Poulin
Bénévole

Surprise

Quelle surprise d'apprendre que notre député, M. Jean Charest, s'oppose au projet de loi sur le contrôle des armes. C'est bien la première fois qu'on en entend parler dans la région.



Jean Charest

J'aimerais bien savoir pour quelles raisons un député du Québec puisse s'objecter à une telle loi, surtout à la lumière de l'appui massif de la population de même que celui des organisations policières.

Jean-François Poulin

Le temple des bouffons

Les auteurs sont membres du comité éditorial de la revue *Lèse-majesté*. Le dimanche 13 août dernier, ils interrogeaient Daniel Johnson lors du discours de clôture du congrès des jeunes libéraux, à Lennoxville, afin de lui poser une question: «Avez-vous peur de proposer un projet d'avenir québécois?»

Nous sommes jeunes et nous aimons la politique, quelle aude. Le dimanche 13 août, nous décidions d'agir. Nous décidions de quitter cet état de reptation dans lequel se complaisent trop de jeunes. Question de croire en notre propre valeur. Ça se passait devant les libéraux. Ça aurait été devant les péquistes ou les adéquistes que ça aurait été la même chose. Là n'est pas la question. L'idée c'était de se tenir debout. Se tenir debout, attitude jugée délinquante quand la norme sociale commande l'inertie. Qui plus est, nous avons osé interroger l'opposition officielle.

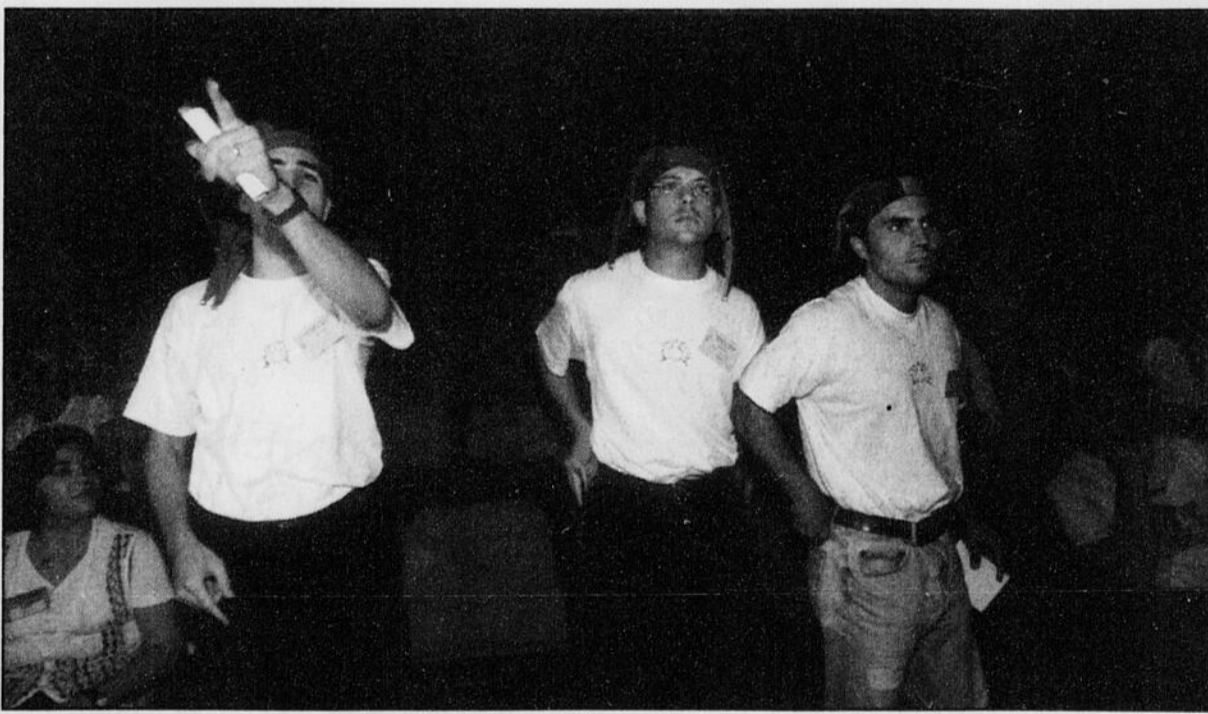
Pour toute réponse, Daniel Johnson nous a traités de «bouffons». Sa tentative d'insulte aurait sûrement porté si nous avions été vêtus d'un complet-veston. Mais, plutôt que de nous déguiser en Mario Dumont, nous avons préféré le costume et le rôle dévolus aux fous du roi. Le commentaire de M. Johnson n'aurait réussi qu'à démontrer son extraordinaire perspicacité (!) en plus d'afficher une profonde méconnaissance de l'histoire. À l'heure des médiévales, tous devraient savoir que les fous du roi, à travers leur attitude désinvolte, avaient la liberté de dire aux sujets comme au roi tout ce qui leur plaisait, même les plus dures vérités.

À quand le vrai débat?

Même si les citoyens sont en droit de s'attendre à un débat référendaire honnête et constructif, ils assistent à chaque fois à une joute où toutes les bassesses sont permises. Les citoyens devraient s'élever contre cet état de chose et exiger qu'on leur offre un véritable débat d'idées, et non de vulgaires jeux politiques mesquins qui n'ont d'autres objectifs que de mystifier l'électorat. Quant aux jeunes, n'ont-ils pas le devoir de monter les premiers aux barricades? Après tout, ils ont cette responsabilité de tenir le rôle d'empêcheur de tourner en rond.

Au congrès de Lennoxville, les jeunes libéraux scandaient à l'unisson qu'ils en avaient marre du débat constitutionnel. Cependant, plutôt que d'amorcer un débat honnête qui aurait pour conséquence de vider la question, ils ont préféré applaudir à tout rompre un jeune homme qui disait que la meilleure solution pour gagner le référendum était «d'entretenir la confusion». L'ensemble des autres commentaires allait dans le même sens, soit de ne pas présenter de projet d'avenir concret aux Québécois, de peur d'être attaqué par les souverainistes et de perdre le référendum.

Dans un tel jeu, tout le monde est perdant. Le débat devient uniquement stratégique et les fondements en sont évacués. La société devient un lieu où se déroule un spectacle bidon dans lequel les différents acteurs ne sont que des marionnettes dirigées par des politiciens bien nantis qui croient détenir la vérité, et qui jamais n'osent jouer franc-jeu. Les véritables débats sont stériles parce qu'on ne va jamais au



La Tribune, archives

fond des choses. Avec comme résultat qu'on nous impose sans cesse le même scénario.

Jeunes carriéristes, vieille politique

Trop souvent, la place qui est réservée aux jeunes sur l'échiquier politique en est une qui les confine au psittacisme et elle ne nous intéresse pas. Nous ne voulons pas, à l'instar des Claude-Éric Gagné (PLQ), Éric Bédard (PO), Éric Boisselle (ADQ) et consorts, faire nos classes dans les rangs de l'aile jeunesse de l'une ou l'autre des formations politiques reconnues. En effet, pourquoi devrions-nous accepter de nous soumettre à cette tu-

elle méprisante qui, en prescrivant un modèle unique, nourrit chez les jeunes l'illusion de participer à l'exercice du pouvoir et les prive de toute initiative? Pourquoi devrions-nous nous contenter de jouer à faire semblant quand nous voulons exercer une influence véritable sur la société? Pour avoir la possibilité, après avoir appris par cœur les règles du jeu, de nous asseoir aux côtés de Mario Dumont? Non, nous ne souscrivons jamais à cette conception de la politique qui impose aux jeunes de reprendre à leur compte des discours usés sans les remettre en question.

Le congrès des jeunes libéraux

illustre d'une façon toute particulière cette attitude que nous décrions. Ces derniers, après avoir proposé «que la Commission-Jeunesse presse le Parti libéral du Québec de renforcer son discours en précisant sa vision d'avenir du fédéralisme et ce, avant la tenue du référendum», se sont butés au refus de leur chef. Lors de l'allocution qu'il a prononcée à la clôture du congrès, Daniel Johnson a rejeté la proposition des jeunes de son parti qui ont accepté la sentence avant de se rallier derrière lui. Il nous est très difficile de comprendre comment les jeunes libéraux ont pu faire volte-face si rapidement. Sont-ils à ce point sou-

mis? Ou inconscients de la portée de leurs gestes?

Comment les émules de Claude-Éric Gagné, rassemblés pour discuter le thème de l'exclusion des jeunes, ont-ils pu accepter de voir leur proposition référendaire exclue de la sorte sans se sentir méprisés, sans manifester leur mécontentement? C'est à n'y rien comprendre. D'ailleurs, la question que nous avons adressée au chef de l'opposition, «Avez-vous peur de proposer un projet d'avenir québécois?», ce sont les jeunes libéraux eux-mêmes qui, en toute logique, auraient dû la lui poser. Au lieu de joindre leurs voix aux nôtres, ils nous ont hué.

Que penser d'une démocratie où il est devenu suspect que des citoyens questionnent leurs élus, sinon qu'elle est en danger? Que penser d'une société où l'effet puissant des médias fait que, de toute une fin de semaine de débats et de discussion, on ne retiendra que les phrases creuses du discours de clôture? En lieu et place d'un vrai portrait de l'événement, les médias ont repris les quelques slogans interchangeables placés là exprès pour eux. Il y a aussi du fast-food intellectuel.

Nous refusons le prêt-à-penser que propose la génération au pouvoir, nous posons un regard critique sur la société à laquelle nous appartenons et nous osons prétendre que nous avons des choses significatives à dire. Pourquoi la génération X ne deviendrait-elle pas une génération de fous du roi?

Éric DUFRESNE
Bruno LEMIEUX
Charles VINCENT
Sherbrooke

ADMINISTRATION	RÉDACTION	PUBLICITÉ	PRODUCTION	PRÉ-IMPRESSION ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	COMPTABILITÉ	TIRAGE
Raymond Tardif Président et éditeur	Jean-Guy Farah Vice-président Finances et administration	Jacques Pronovost Rédacteur en chef	Stéphane Lavallée Directeur de l'information	François Fouquet Directeur	Alain LeClerc Jocelyn Godbout Adjoints au directeur	Daniel Gauthier Directeur
					René Béliveau Directeur	André Roberge Contrôleur et adjoint au directeur
					André Corriveau Contrôleur	Julienne Poulin Gérante du crédit
						Pierre Dubois Directeur
						André Custeau Adjoint au directeur

Vivre

Une Française enrichit son curriculum vitae en Estrie

Étudiante à l'Université de Toulon, elle complète à Sherbrooke un stage non rémunéré auprès de la Régie d'épuration des eaux

Pierre-Yvon BÉGIN Sherbrooke

Étudiante en maîtrise de physique à l'Université de Toulon en France, Véronique Escoffier ne partira pas de Sherbrooke les mains

INFO-JEUNES

vides. Elle complète un stage, non rémunéré, de huit semaines auprès de la Régie d'épuration des eaux de la région sherbrookoise, simple question d'enrichir son curriculum vitae.

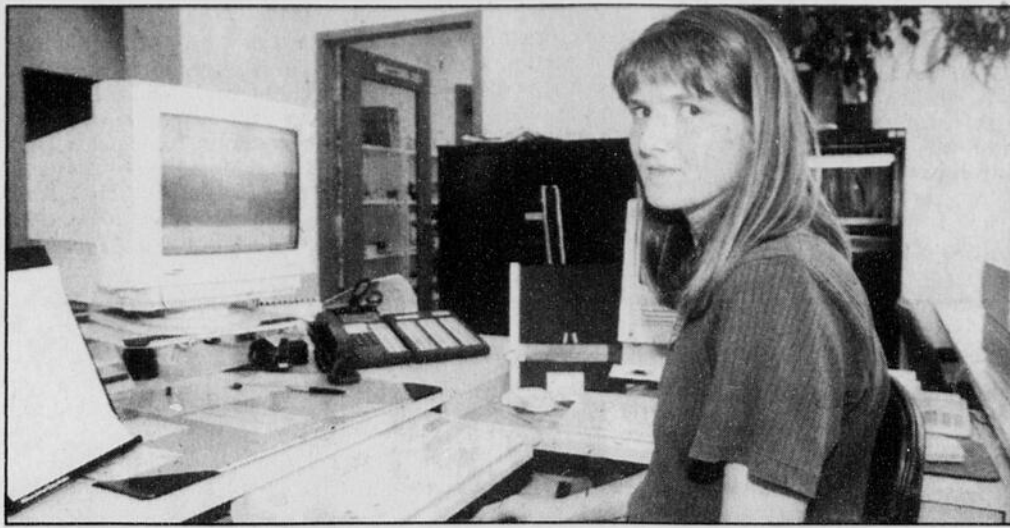
Tout au cours de l'été, la jeune

Française a effectué la synthèse des différents manuels techniques pour la télémétrie. C'est par la télémétrie que l'on contrôle le fonctionnement du vaste réseau collecteur des eaux usées, mesure les débits, détecte les hydrocarbures et surveille les alarmes.

Elle estime avoir réussi à faire la synthèse des différents manuels en un document simple et facile d'accès. Elle avoue que sa principale difficulté a consisté à se familiariser avec les multiples systèmes électroniques.

«Cela m'a permis de comprendre ce que j'apprenais à l'école et d'en voir l'application concrète», d'affirmer Véronique.

Directeur de la Régie des eaux,



Véronique Escoffier, une étudiante française, a réalisé la synthèse des manuels de télémétrie pour la Régie d'épuration des eaux de la région sherbrookoise.

Téléphoto, Claude Poulin

André-P. Robert se dit très satisfait du travail accompli par la stagiaire. Il pense que le rapport qui vulgarise bien une matière technique, sera très utile aux opérateurs de la Régie.

«C'est une tête forte, de reconnaître André-P. Robert. Faut quand même le faire. Elle a décidé d'avoir quelque chose de concret à présenter dans son curriculum vitae. Elle n'aurait sans doute pas réussi à se dénicher un stage rémunéré. De cette façon, elle a pu faire un stage à la mesure de son intérêt, dans un secteur de pointe.»

Véronique profitait de ses fins de semaine pour visiter le Québec, un repos bien mérité selon le directeur. «Elle a travaillé tard plusieurs soirs», de confier André-P. Robert.

Un cycliste se blesse toutes les 20 minutes au Québec

Sherbrooke

En Estrie, chaque année, environ 800 personnes sont victimes d'un accident de vélo. Pour l'Association d'orthopédie du Québec qui lance sa campagne de sensibilisation «Pédaler en toute sécurité», c'est rouler santé», ce nombre est beaucoup trop élevé.

Après la marche, la bicyclette est l'activité la plus populaire en saison estivale et si elle est pratiquée en toute sécurité, c'est une excellente activité pour la santé. Mais selon le Dr Jean-François Joncas, les gens ont parfois tendance à sous-estimer les dangers de la bicyclette.

Pourtant, au Québec, un cycliste se blesse toutes les vingt minutes. Même si la situation semble des plus inquiétantes, il existe des mesures

simples et efficaces pour prévenir les accidents.

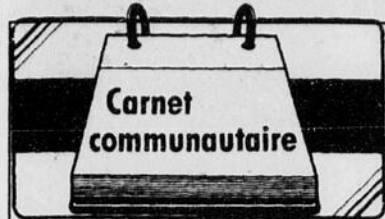
La plus importante pour l'Association d'orthopédie du Québec est le port du casque de vélo. La raison est simple, plus de 80 % des décès sont causés par des blessures à la tête. Malgré cela, seulement 22 % des cyclistes portaient le casque en 1994.

«Le casque, c'est la ceinture de sécurité des cyclistes» souligne le Dr Joncas. Il mentionne de plus que

pour environ 15 \$ il est possible de se procurer un casque sécuritaire. Il est aussi très important de posséder un casque bien ajusté. «Un casque trop grand ou trop petit c'est comme ne pas avoir de casque du tout. De plus, puisque la majorité des accidents surviennent à moins de un kilomètre du domicile de la victime, il est important de porter son casque même pour aller faire une course au dépanneur» rappelle le Dr Joncas.

Pour l'Association d'orthopédie, une meilleure visibilité des cyclistes, l'aménagement de pistes cyclables, le pavage des accotements et un meilleur partage des routes sont autant d'autres solutions qui pourraient diminuer le nombre d'accidents.

Réal Dostie, un cycliste assidu, souligne enfin que «la mise au point de la bicyclette est une chose très importante qu'il ne faut surtout pas négliger».



Épluchette de blé d'Inde

Une épluchette de blé d'Inde au profit de l'école active Sainte-Jeanne d'Arc de Lefebvre aura lieu le samedi 26 août, à compter de 16h, à la cabane à sucre Les trois érables, au 139, 10e rang à Lefebvre.

Exposition

Le comité des dames pour l'exposition d'Ayer's Cliff exposera ses oeuvres les 25, 26 et 27 août sur le terrain au centre du village. On pourra y voir des peintures, tissage, produits de l'érable, cosmétiques, bijoux céramique, poupées, etc...

Rassemblement des Larivière

L'Association des Larivière (Baudon) d'Amérique tiendra un grand rassemblement le samedi 26 août, à 14h, à la salle Félix Leclec, rang Saint-Malo à Sainte-Marthe du Cap. Inf.: (819)378-4698, 374-4907.

Casino de Montréal

Deux sorties au Casino de Montréal sont organisées les mercredis 6 septembre et 4 octobre. Pour information: 563-6215, 835-5641 et demander Claudette.

Pèlerinage annuel

La fabrique Saint-Malo organise son pèlerinage annuel au cimetière le dimanche 27 août, avec une messe à 10h sur le site du vieux cimetière (chacun apporte sa chaise). Par mauvais temps, la messe sera célébrée dans l'église.

Amis du vélo

Les Amis du vélo prévoient effectuer le tour du Lac Aylmer (40 km) le samedi 26 août, départ à 8h30 (pour co-voiturage) du Pavillon Armand-Nadeau, parc Jacques-Cartier. Inf.: 565-5419, 562-6889.

Lave et cire-auto

Montcalm International, projet de sensibilisation au tiers-monde organisé par le service de pastorale de l'école secondaire Montcalm, organise un lave et cire-auto ce vendredi 25 août, de 9h à 17h, à l'école Montcalm, boulevard Port-land.

Soirée dansante

Une soirée dansante au Centre régional le Bel âge de Windsor est prévue le samedi 26 août, à 20h30.

ÉCOLE DE COUTURE FRANCE ENR.



CULTURE PERSONNELLE
France L. Blanchet annonce l'inscription à son école de coupe et de couture, située au 74, rue Wellington Nord, édifice Durkin Donut. Enseignement de coupe et couture. Cours de jour et de soir.
Inscription de 14h à 16h et de 19h à 20h du lundi 28 août au jeudi 31 août inclusivement. Les cours débuteront le 4 sept. 1995. Nombre d'élèves limité. Pour tout renseignement, composez le:

Rés.: 569-4695
École: 569-8874

C'est la rentrée de classe des jeunes!
(Que diriez-vous de faire de bonnes affaires?)

EATON
Cinq égale six!



À l'achat de 6 articles pour enfants, y compris les jouets et les livres pour enfants, lors d'une même visite, le moins cher de ces articles est gratuit. En plus de toutes les autres offres spéciales et aubaines, jusqu'au 10 septembre.

25% de rabais
sur la plupart des jeans pour enfants.

Buffalo, Bugle Boy, Fame, Attitude, Retreat Blues.



Gratuit! Livret «InfoEnfant» avec photo.

Au rayon des vêtements pour enfants dans la plupart des magasins Eaton, jusqu'au 3 septembre

2 pour 12⁹⁸\$

Cols roulés pour filles et garçons, hauts ras du cou et bas molletonnés pour bambins.

2 pour 16⁹⁸\$

Hauts ras du cou et bas molletonnés pour garçons, jambières en coton et Lycra pour filles, hauts thermiques en coton pour bambins. Plusieurs autres offres en double en magasin.

5\$ de rabais
sur les jeans Levi's pour enfants.

3\$ de rabais
sur les jeans Little Levi's pour bambins.



Prime! Gobelet du Club des petits.

Lorsque vous joignez les rangs du Club des petits, avant le 10 septembre.

Eaton. On veut être votre magasin.

[Argent remis si la marchandise ne satisfait pas.]

Une 2e consultation pourrait suivre le référendum

Gilles FISETTE

Sherbrooke

Le chef de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Mario Dumont, n'écarte pas l'hypothèse d'une deuxième consultation publique advenant une proposition d'Ottawa qui ne rencontrerait qu'une portion du partenariat que compte négocier le Québec à l'issue d'un oui au référendum de cet automne.

Mais, a-t-il expliqué, hier matin, en entrevue à La Tribune, dans le cadre de la tournée pré-référendaire

qui le menait à Sherbrooke puis à Granby, il s'agirait alors d'un «cas extrême».

Bien sûr, précise-t-il, la proposition québécoise issue de l'entente du mois de juin entre les trois parties du oui, le Parti québécois, le Bloc Québécois et l'ADQ, est négociable. Il ne s'agit pas d'une proposition à prendre ou à laisser, telle quelle. Mais c'est justement pour cela qu'a été prévu un comité d'orientation et de surveillance de la négociation, un «espèce de comité des sages», lequel, selon M. Dumont, pourrait inclure des représen-

tants du non, et dont le mandat est de voir à ce que le mandat confié au gouvernement soit mené à bon port et en respect de l'entente de juin.

D'État à État

En vertu de cette entente, un oui au référendum doit mener, durant une année - un délai qui pourrait être rallongé au besoin par l'Assemblée nationale -, à une négociation avec le Canada sur la base d'une «proposition de traité sur un nouveau partenariat économique et politique qui vise notamment à consolider l'espace économique actuel».

Prioritairement, le partenariat avec Ottawa doit concerner l'union douanière, la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux, une politique monétaire, la mobilité de la main-d'oeuvre et la citoyenneté.

Par la suite, précise l'entente de juin, rien n'empêcherait les deux États, le Québec et le Canada, de s'entendre sur d'autres domaines d'intérêt commun tels que le commerce international, la représentation internationale, la défense, la réglementation pour les institutions financières, les politiques fiscales et budgétaires, etc.

Pas de fusil sur la tempe

Pour Mario Dumont, la démarche amorcée présentement ne revient pas à forcer le Canada en lui pointant un fusil sur la tempe. «C'est plutôt dire que, pour nous autres, les pouvoirs du Québec ne sont plus négociables. On ne quémande plus. On les prend. Du même coup, on tend la main au reste du Canada. On lui dit qu'on est prêt à faire des arrangements, à respecter les grandes tendances mondiales, dans le meilleur intérêt de tout le monde et pas seulement dans celui du Québec...»

Il admet que le Canada se satisfait du statu quo. Aussi, durant toute la campagne référendaire, prédit-il, «ils vont annoncer publiquement une intention de ne pas négocier. Pour mettre une pression sur le Québec. Ils vont l'essayer. Il y a déjà une stratégie de dire qu'il n'y aura pas de négociation. Mais lorsque le résultat est dans les urnes, qu'il est compté et que c'est oui, ce sera une autre paire de manche...»

Advenant un non, Mario Dumont dit qu'il faudra alors composer avec ce résultat. Et revoir le programme de l'ADQ.

VENTE DE DENIM à 25% DE RABAIS

En vigueur jusqu'au 3 septembre*.

Marchandise à prix courant : Manager, Ikeda, Buffalo, Request, Attitude, Hollywood Retreat Blues et Blue Age.

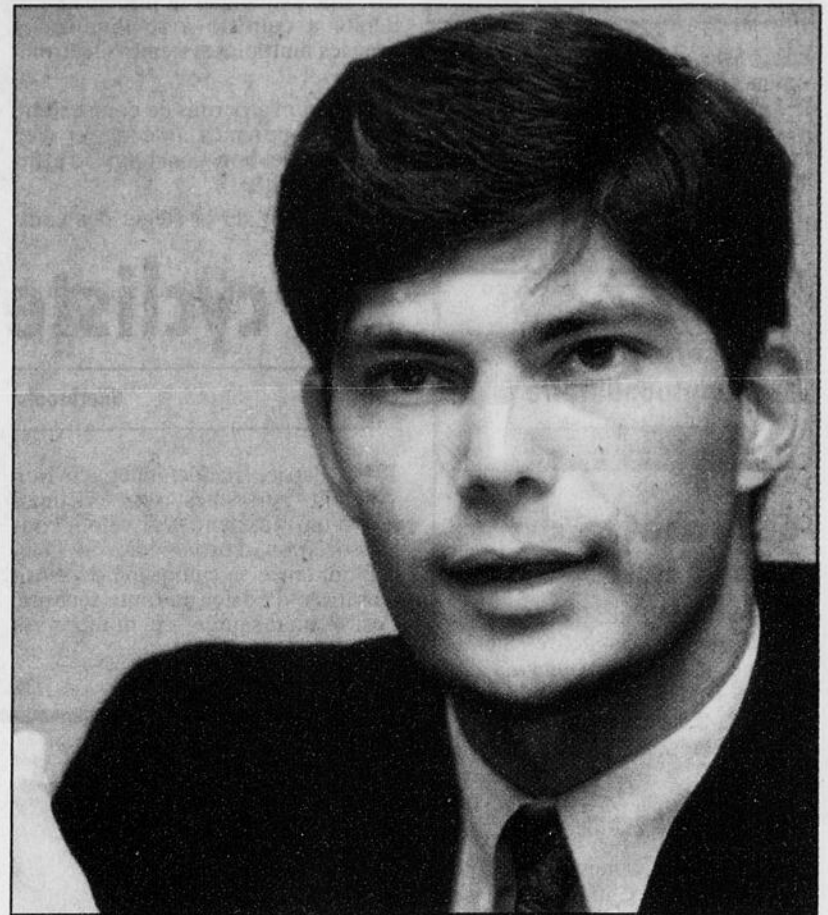
25% de rabais sur les jeans et hauts en denim pour femmes et pour hommes

25% de rabais sur les jeans pour enfants et jusqu'à 5 \$ de rabais sur les articles Levi's md pour enfants.

* Certaines exceptions s'appliquent. Détails en magasin.



Eaton. On veut être votre magasin.



Téléphoto par Claude Poulin
Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, est à l'aise dans le «camp du changement» et avec l'entente convenue entre les trois partis du oui.

«Celui qui est dangereux, c'est Jean Chrétien»

Sherbrooke (GF)

Advenant un non, le risque pour le Québec vient de Jean Chrétien, celui qui a déjà profité de la situation pour affaiblir le Québec.

C'est du moins ce que prétend le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, dans le cadre d'une entrevue accordée, hier matin, à une équipe de La Tribune composée du directeur de l'information, Stéphane Lavallée, de l'éditorialiste Roch Bilodeau, et de l'auteur de ces lignes.

Selon M. Dumont, «en votant oui, on s'ouvre des portes; en votant non, on s'en ferme... S'il y a un non, Daniel Johnson ne peut rien faire. Celui qui est dangereux, c'est Jean Chrétien qui a déjà utilisé la situation pour affaiblir les pouvoirs du Québec, pour affaiblir l'Assemblée nationale».

Il souligne que Daniel Johnson ne peut avoir de position constitutionnelle parce qu'il s'est pris dans un piège. Il ne peut, dit M. Dumont, aller plus bas que Meech puisque «ce serait une honte» et il ne peut aller plus haut puisque Meech a été rejeté de la manière que l'on sait.

Et Charest

Quant à l'influence de Jean Charest dans le dossier constitutionnel, Mario Dumont la juge bien minime.

Certes, explique-t-il, le chef des conservateurs est une personne très populaire et très appréciée dans son comté. «Il faut reconnaître qu'il a

fait partie de l'équipe Mulroney qui a fait des efforts pour faire passer Meech. Mais il faut aussi reconnaître que ça n'a pas marché. En 1995, c'est Jean Chrétien qui est au pouvoir et la deuxième force politique dans le reste du pays, c'est celle du Reform Party qui a annoncé sa volonté de bloquer les négociations de 1997 avec le Québec. Pour lui, il n'y a pas de société distincte pour le Québec. Ce sont là les forces politiques en présence. Le Parti conservateur est plus ou moins fort et même si, demain matin, coup d'éclat sans précédent, le Parti conservateur prenait le pouvoir et que Jean Charest devenait le premier ministre, ils n'ont aucun allié dans les provinces... Outre la personne bien populaire, bien appréciée dans le milieu, il faut que les gens regardent c'est quoi les portes ouvertes pour l'avenir. C'est pourquoi je rencontre les gens et explique pourquoi je pense qu'en votant oui, on s'ouvre des portes et qu'en votant non, on s'en ferme... Ma nature n'est pas de virer au drame mais faut être lucide et voir les conséquences d'un non...»

Selon M. Dumont, il est vrai que le débat ne soulève pas de passion, en 1995. Mais, ajoute-t-il, cela est normal. Le Québec n'est plus à la fin des années 70 et au début des années 80. «Maintenant, c'est plus rationnel comme débat. L'argumentation se fait sur des bases économiques... Mais le fond d'affirmation du Québec est toujours là. La volonté des Québécois de s'affirmer, c'est bétonné».

Peu d'enthousiasme au Cégep de Granby

Granby (PC)

Dans une indifférence quasi-générale, le chef de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Mario Dumont, s'est adressé hier à une soixantaine d'étudiants du Cégep de Granby au café étudiant de l'établissement.

Quelques étudiants seulement ont posé des questions et ont démontré de l'intérêt pour les propos du jeune chef de parti, venu faire la promotion du projet de souveraineté assorti d'une proposition de partenariat économique avec le reste du Canada, qui a fait l'objet d'une entente entre l'ADQ, le Parti québécois et le Bloc québécois.

Mais la majorité des étudiants vaquaient à leurs occupations habi-

tuelles, jasaient, terminaient des travaux, jouaient aux cartes ou au «ba-by-foot» sans se soucier de l'invité, à peine plus âgé qu'eux, qui répondait aux questions d'un étudiant au miro dans un coin de la salle.

«C'est déplorable, ça a été comme ça tout le long, a confié Jean-Luc Nappert, professeur de géographie au cégep et vice-président du Conseil central de Granby de la CSN. Ils (les étudiants) n'ont aucun intérêt pour la politique. Même dans les cours, on s'en rend compte: aussitôt qu'on parle de sujets d'actualité, ils ne sont pas au courant et ils ne s'intéressent pas.»

Plusieurs étudiants, cependant, mettent leur désintéressement sur le compte de l'attitude des politiciens, qui sont très éloignés de leur univers et de leurs préoccupations.